



L'ACCUMULATION DU CAPITAL EN MILIEU SOUS-DEVELOPPE
ET EN RELATION AVEC LE POUVOIR ET LE SAVOIR

Présentation du thème et propositions de recherches

- Avertissement
- 1re Partie : Problématique théorique et justifications pratiques
 - 1) Délimitation du champ théorique
 - 2) Schéma d'analyse
 - 3) Problèmes théoriques posés par le schéma général
 - 4) Justifications pratiques
- 2me Partie : Propositions pour des recherches sur le thème de "l'accumulation du capital", dans le cadre de l'ORSTOM
 - 1) Propositions d'orientation
 - 2) Pourquoi ces orientations
 - 3) L'organisation des recherches
 - 4) Les choix nécessaires à la programmation
- 3me Partie : Remarques sur les sous-thèmes ou programmes envisageables
 - Sous-thème A : Critique théorique et renouvellement des concepts
 - Sous-thème B : Dossiers sur les grandes tendances de l'économie politique internationale
 - Sous-thème n°1 : La distribution économique et sociale des revenus
 - Sous-thème n°2 : Le rôle de l'Etat
 - Sous-thème n°3 : La contribution du milieu rural au financement de l'économie
 - Sous-thème n°4 : Les investissements du secteur privé moderne
 - Sous-thème n°5 : L'influence du système monétaire et financier.

O.R.S.T.O.M.

Fonds Documentaire

N° : 2228 ex 1

Cote B

Date : 31 DEC. 1982

AVERTISSEMENT

La Section des Economistes de l'ORSTOM a retenu, à l'occasion d'un Colloque en octobre 1971 et en accord avec le Comité Technique d'Economie-Démographie, trois thèmes de recherche à moyen terme dont un thème sur "l'Accumulation du Capital en relation avec le pouvoir et le savoir, en pays sous-développé". Dans les mois qui ont suivi, les chercheurs de la Section ont élaboré un certain nombre de notes relatives à ces thèmes. A partir d'octobre 1972, une équipe parisienne a eu pour mission de dégager sur la base de ces notes, après examen de la littérature théorique et compte tenu des caractéristiques de l'ORSTOM, des propositions générales de recherche à moyen terme sur les thèmes retenus, destinées à être soumises à l'examen de tous les chercheurs de la Section et des membres du Comité Technique.

Le présent document est l'aboutissement provisoire de ce travail en ce qui concerne le thème sur l'Accumulation du Capital. Il n'engage, en son état actuel, que la responsabilité de son auteur. Bien que celui-ci se soit efforcé de tenir compte autant que possible des contributions écrites de ses collègues et des discussions qu'il a pu avoir avec les uns et les autres, il se rend bien compte que sur un thème aussi vaste et aussi important, une présentation se voulant à la fois synthétique sans être sommaire, et orientée vers la mise en oeuvre de projets de recherche concrets sans être empirique, est nécessairement dotée d'un coefficient personnel assez fort. Raison de plus pour souligner fortement qu'il ne s'agit que de propositions destinées à nourrir la discussion, à provoquer des choix collectifs, à faciliter l'engagement de nouveaux programmes au sein de la Section des économistes de l'ORSTOM, tout en suscitant l'intérêt à l'extérieur de cette Section.

Ces divers objectifs ont conduit à une présentation en trois parties qui se différencient selon leur plus ou moins grande portée pratique (ou théorique).

La première partie se veut une présentation théorique du thème (volontairement assez générale pour éviter de privilégier a priori telle ou telle école de pensée) et une justification de sa portée pratique. Elle relève du discours scientifique et appelle un discours de même nature.

La seconde partie traite de la conduite du thème dans le cadre de l'ORSTOM ; elle vise à dégager un consensus commun

(qu'il soit ou non en accord avec les propositions présentées) nécessaire à la mise sur pied ou à la poursuite de projets collectifs garantissant l'efficacité et l'indépendance de la recherche. Elle appelle des prises de positions personnelles des économistes de l'ORSTOM engageant l'avenir pour un temps. Elle est inséparable de la note, récemment diffusée, relative aux "styles de recherche".

La troisième partie n'est en fait qu'une suite de remarques destinées à détailler ou à illustrer les propositions précédentes et à suggérer des points d'applications pratiques. Elle vise à déclencher des propositions concrètes de programmes de recherche. Elle s'appuie sur l'acquis de la Section et sur les propositions récentes des chercheurs.

Pour donner à chaque partie une cohérence interne et une certaine autonomie, quelques redites ont été nécessaires.

Il conviendrait que les réactions des chercheurs de l'ORSTOM soient centrées, dans un premier temps au moins, sur la 2^{me} partie, comme d'ailleurs cela est demandé à la fin de cette 2^{me} partie.

L'ACCUMULATION DU CAPITAL EN PAYS SOUS-DEVELOPPE

1^{re} PARTIE PROBLEMATIQUE THEORIQUE ET JUSTIFICATIONS

PRATIQUES DU THEME DE RECHERCHE

- 1) Délimitation du champ théorique
- 2) Schéma d'analyse
 - 2.1. Problèmes épistémologiques
 - 2.2. Schéma d'analyse
 - a) le produit excédentaire
 - b) schéma du processus de développement
 - c) application à un ensemble économique complexe
 - 2.3. Application aux pays sous-développés
- 3) Les problèmes théoriques posés par le schéma général
 - 3.1. Les orientations de recherche
 - 3.2. Les problèmes de théorie économique posés par le schéma
 - a) définition des concepts
 - b) les mesures
 - c) les rapports entre les concepts-clés
 - d) le profit
 - 3.3. La question du pouvoir et du savoir
 - a) accumulation du capital et pouvoir
 - b) accumulation du capital et savoir
- 4) Justifications pratiques
 - 4.1. Les grandes interrogations actuelles face au phénomène du sous-développement
 - 4.2. Quelques problèmes concrets et actuels liés aux grandes interrogations

1) Délimitation du champ théorique

1.1. L'accumulation du capital est un facteur décisif de la croissance de la production et elle est source de pouvoir. A ces deux titres l'étude de l'accumulation du capital, de ses diverses formes et de ses effets contribue à faire comprendre la transformation des sociétés. La plupart des problèmes auxquels s'affrontent les théoriciens comme les praticiens du développement sont liés à ce phénomène.

1.2. L'élucidation des mécanismes économiques de l'accumulation du capital est inséparable de l'analyse des forces qui gouvernent cette accumulation. Une des raisons de l'impuissance actuelle de la science économique à résoudre les problèmes posés par le sous-développement est que les économistes ont tendance à se désintéresser de l'analyse des décisions politiques et des conflits d'intérêts entre divers groupes sociaux ou entre pays.

Un certain nombre de conceptions couramment admises de la croissance économique et du "développement" des pays sous-développés doivent être dépassées au profit d'une formulation différente des problèmes, réintroduisant notamment l'histoire, le fait politique et le contexte de dépendance économique et justifiant ainsi une orientation nouvelle de la recherche.

1.3. Un premier groupe de contributions théoriques à remettre en cause est celui qui se rattache à une conception mécaniste de la croissance. Ces théories présentent le sous-développement comme l'échec du développement. Elles sont l'extension mimétique des théories de la croissance, et même, le plus souvent, de la théorie de l'investissement, élaborées dans le contexte des économies industrielles évoluées. Elles privilégient un ou plusieurs facteurs de croissance, leur combinaison et leurs effets quantitatifs. Le défaut, l'insuffisante utilisation ou une mauvaise combinaison de ces facteurs empêcherait la croissance économique de s'amorcer ou de se poursuivre à un rythme soutenu.

De nombreuses politiques de développement sont, plus ou moins explicitement, fondées sur cette conception.

Les limites de ces théories sont de deux types : limites internes, limites en ce qui concerne leur application aux phénomènes

de sous-développement (1).

1) La théorie de l'investissement est peu avancée ; elle est basée sur les concepts d'investissement induit et d'investissement autonome. Le premier concept n'a d'intérêt que pour des analyses à court terme, dans une économie fermée. Quant à l'investissement autonome, les facteurs qui le déterminent (nouvelles inventions, prévisions de marché, investissements publics, compétition entre firmes) sont encore bien mal analysés. Enfin la théorie synthétique du profit, phénomène économique fondamental, reste à faire. D'ailleurs il y a encore très peu de pays au monde qui disposent de statistiques significatives sur les profits de leurs entreprises.

Comme la théorie de l'investissement suppose qu'il existe une offre abondante d'entrepreneurs capables de découvrir et de classer les occasions d'investissement en fonction de leur rentabilité, le seul problème qui lui reste à résoudre est celui du financement, d'où ses longs développements sur l'épargne et ses facteurs, la fiscalité, le crédit, l'action formatrice de l'appareil bancaire, le rôle du taux de l'intérêt etc.

Il est de plus en plus évident, et des travaux économétriques assez récents l'ont montré, que capital et travail même dûment qualifié "n'expliquent" guère que la moitié de la croissance récente des Pays Développés. Le facteur résiduel, appelé vaguement "progrès technique" est en fait déterminant (surtout si on considère que la qualification de la main-d'oeuvre et son orientation vers les secteurs les plus productifs relèvent aussi de ce progrès technique).

Comme l'écrit KUZNETS, " le principal stock de capital d'un pays développé n'est pas son équipement physique, c'est le capital de connaissances qu'il exprime et qui en permet l'utilisation". Or l'analyse théorique de la nature et des effets du progrès technique en est encore à ses débuts.

En fin de compte les théories de la croissance n'apparaissent pas encore très satisfaisantes même pour les Pays Développés par qui et pour qui ces théories ont été élaborées.

Tout au plus ont-elles permis d'améliorer les techniques de gestion économique globale, de dégager un certain nombre de recettes pratiques, d'améliorer les prévisions.

(1) Cf. HIRSCHMAN "La stratégie du développement économique" (chapitre 2) 1958.

2) Utiliser ces théories pour expliquer les écarts de croissance entre pays riches et pays pauvres (à supposer que cette question soit pertinente) ou pour fonder des politiques économiques en pays sous-développés devient sérieusement contestable dans la mesure où elles ne prennent pas en compte les caractéristiques spécifiques des économies sous-développées : économies ouvertes dépendantes ou dominées, désarticulées, où entrent en rapport des systèmes socio-économiques différents (dont le système capitaliste) ayant leurs dynamismes propres, et pauvres en entrepreneurs.

. Relèvent plus ou moins de ce premier groupe de contributions théoriques les analyses du sous-développement en termes de croissance auto-entretenu, de cercles vicieux, de "seuil critique de revenu per capita", de "big push" etc. Il s'agit toujours d'analyses de mécanismes et jamais d'analyses en termes de rapport de forces ou de transformations et de confrontations de systèmes socio-économiques.

. S'inscrivent dans les mêmes perspectives les politiques considérant que le développement est possible si un certain nombre d'éléments sont réunis. Ces éléments sont les suivants : capitaux, main-d'oeuvre qualifiée, connaissance des techniques modernes, un bon plan pour mettre en oeuvre ces facteurs de production. D'où les remèdes : se procurer à l'étranger capitaux et aide technique, faire appel à l'épargne nationale, développer la formation professionnelle, préparer un plan de 5, 7 ou 10 ans.

1.4. Le deuxième groupe de contributions à rejeter à une conception évolutionniste et unilinéaire du développement. Un certain marxisme rejoint ici la tentative de ROSTOW ou les idées de GALBRAITH "Le développement économique est un processus continu qui s'étire sur une même ligne depuis les pays neufs d'Afrique jusqu'à l'économie élaborée des nations occidentales". (2)

De même d'après ROSTOW, le passage de la société traditionnelle à l'ère de la consommation de masse s'opère selon un certain nombre de phases ou d'étapes et le décollage des pays sous-développés

-
- (1) DENISON "Why growth rates differ : Postwar Experience in Nine Western Countries The Brookings Institution, WASHINGTON 1967, CARRE-DUBOIS-MALINVAUD "La Croissance française : un essai d'analyse économique causale de l'après-guerre" SEUIL 1972.
- (2) J.K. GALBRAITH "Les conditions actuelles du développement économique" DENOEL 1962.

prendrait des voies comparables à celles de l'industrialisation dans l'Europe du 18^e siècle.

Mais en Europe la révolution a été réalisée à l'intérieur d'un système économique autonome. Grâce à la stagnation du pouvoir d'achat des travailleurs et à la garantie des protections institutionnelles, il s'est produit une très forte accumulation du capital liée à des méthodes de production à productivité élevée.

La formation d'un noyau industriel en Europe a provoqué une rupture dans l'économie mondiale et conditionné le développement économique subséquent de presque toute la planète.

En particulier l'économie capitaliste exerça son action en direction de régions où prévalaient des organisations économiques séculaires non capitalistes. Cette expansion aboutit presque toujours à la création de structures hybrides dont une partie avait tendance à se comporter comme une économie capitaliste et l'autre à se maintenir dans le cadre des structures antérieures (1).

Non seulement les pays sous-développés sont dans une situation différente des pays européens au 18^e siècle (progrès technique, situation démographique, arrière-plan historique, concurrence extérieure, structures hybrides) mais encore ils sont dans une situation de domination ou de dépendance. Sur le plan économique cette dépendance se manifeste dans la structure des échanges commerciaux et dans celles du financement de la croissance. Elle s'accompagne de l'apparition de formations socio-économiques nouvelles dans les pays du Tiers-Monde dont la nature et l'action détermineront dans une large mesure l'évolution économique de ces pays (2).

Mais plus fondamentalement peut-être l'histoire du sous-développement est celle de l'assimilation inégale des deux formes essentielles du progrès technologique (cf. infra n°).

1.5. L'accumulation du capital en pays sous-développés ne peut se comprendre sans référence à l'intégration de ces pays au système capitaliste mondial et à la dynamique de ce système. La mise en rapport de ce système avec des systèmes ou modes de production différents engendre certes domination, désarticulation, échanges inégaux, nouvelles formations socio-économiques et nouvelles "structures" (2).

(1) Cf. FURTADO "La théorie du développement économique" PUF 1970

(2) Cf. S. AMIN "L'accumulation à l'échelle mondiale" ANTHROPOS
2^e édition 1971

Mais ces concepts, ces flux, ces groupements, ces organisations, malgré les progrès récents des analyses marxistes, appellent encore bien des réflexions théoriques et surtout bien des investigations historiques et statistiques.

En particulier le débat fondamental sur la marge de manoeuvre des nations du Tiers-Monde face aux contraintes qui s'exercent sur elles est loin d'être éclairci. Le rôle de l'Etat, des milieux d'affaires nationaux, des forces politiques apparues avec l'indépendance vis-à-vis des métropoles coloniales, les effets à long terme de l'urbanisation, de la scolarisation, de la technologie sont rarement analysés dans une perspective dynamique. Entre l'optimisme technocratique dérivé des conceptions mécanistes de la croissance et la négation de toute possibilité de développement à la fois auto-centré et ouvert sur l'extérieur par ceux qui s'appliquent à démonter les mécanismes de domination, n'y a-t-il pas place pour des hypothèses moins "déterministes" ?

"La dépendance subsiste mais elle n'est plus exclusive d'une certaine autonomie qui s'exprime par l'existence de l'Etat et l'ouverture du marché interne" (1). Et la théorie du développement peut avoir pour ambition de déterminer les possibilités structurelles d'un système périphérique sous contrainte donnée et des voies possibles de passage à un autre système, en considérant que tous les individus ou tous les groupes sociaux ou toutes les nations n'ont pas les mêmes intérêts à voir tel mode de développement prendre le pas sur tel autre (ce qui implique le recours à des analyses de science politique et de sociologie). Ainsi que l'écrivait récemment FURTADO, "le sous-développement se présente comme une situation de dépendance structurelle qui se traduit par un horizon étroit d'options dans la formulation d'objectifs propres, et une capacité réduite d'articulation des décisions économiques prises en fonction de ces objectifs" (2).

2) Schéma d'analyse

2.1. Problèmes épistémologiques

Si l'ambition générale de l'Economie du Développement et les limites approximatives dans lesquelles elle doit s'inscrire ont

(1) CARDUSO "Sociologie du développement de l'Amérique Latine".

(2) FURTADO in "Le Capitalisme périphérique" N° spécial Revue Tiers-Monde N° 52 octobre-décembre 1972.

pu être repérées ci-dessus, il reste encore à définir un schéma d'analyse. NYRDAL soulignait déjà "qu'une théorie n'est pas seulement nécessaire pour organiser les découvertes des chercheurs de façon à leur donner un sens, mais plus fondamentalement, pour déterminer les questions qui doivent être posées. Le savoir scientifique n'apparaît jamais comme le résultat spontané, pour ainsi dire, de la recherche empirique brute, mais seulement sous la forme de solutions à des problèmes qui ont été soulevés ; et de telles solutions supposent un système, coordonné de façon logique, de problèmes posés... Sous-tendant et dirigeant tout effort systématique pour découvrir la vérité sur la société, il existe donc toujours une théorie : une vision de ce que sont les faits essentiels et les relations causales qui les unissent" (1). Or, toute théorie scientifique se construit à partir d'un certain socle idéologique lequel, dans les sciences humaines, prend une grande importance. Il commande, en effet, l'évolution des théories en mettant en évidence certains problèmes, en en cachant d'autres tout en suggérant une méthode d'analyse, des concepts, bref un langage. En retour ce langage sert d'alibi à l'idéologie qui se donne comme un discours scientifique, car le propre d'une idéologie est de ne pas critiquer ses présupposés. De plus l'adéquation d'une théorie au domaine qu'elle prétend représenter n'est pas dans les sciences humaines, un critère décisif car les représentations scientifiques des phénomènes économiques ou sociaux agissent sur ces phénomènes eux-mêmes. Qu'ils le veuillent ou non, qu'ils en soient conscients ou non, la responsabilité politique de l'économiste et du sociologue est engagée. Cette responsabilité est d'ailleurs vague et ambiguë. C'est au niveau de la diffusion et de l'application erronée d'une théorie que se produit une confusion entre ce qui est, ce qui pourrait être, ce qui devrait être. Mais le discours scientifique tire précisément de l'ambiguïté de son statut et de tout l'appareil statistique qui chiffre ses représentations une efficacité très grande (2).

Présenter un cadre général d'analyse permettant l'articulation ou la confrontation des études sur un thème aussi fondamental

(1) NYRDAL "Théorie économique et pays sous-développés.

(2) Ces remarques sont extraites d'un compte-rendu de conférence donnée à l'Université Fédérale du Cameroun en 1972 sur "les silences des théoriciens", par M. BIACABE, maître de conférences à l'École polytechnique et à l'université de Paris IX Dauphine.

que celui de l'accumulation du capital est à la fois nécessaire et délicat. Il doit, sans constituer un vague dénominateur commun, permettre de savoir ou de dépasser les diverses problématiques identifiables actuellement, étant entendu que les chercheurs comme les consommateurs potentiels de leurs travaux peuvent couvrir plus ou moins explicitement l'éventail de ces diverses problématiques.

Au demeurant un des objectifs essentiels d'une recherche "fondamentale" (1) doit être de contribuer à clarifier ce débat, à remettre en question les concepts, les instruments, les hypothèses des diverses positions théoriques. Ce travail de réflexion épistémologique doit constituer un programme permanent de recherche (ou un aspect permanent des programmes...).

Ce point sera repris dans la suite de cette note.

2.2. Schéma d'analyse (2)

a) Le produit excédentaire

Les Classiques appelaient "produit excédentaire" ("net produce" ou "surplus of produce") la différence entre produit brut et ce qui est nécessaire à la production (J.S. MILL). MARX a donné une coloration particulière à ce concept et abouti à la notion de taux d'exploitation. Les néo-classiques à partir de la définition du Produit National "au coût des facteurs" considèrent que l'épargne n'est plus la conséquence d'un produit excédentaire mais d'une manifestation de l'esprit d'abstinence.

"Dans la perspective d'une théorie du développement où le processus d'accumulation du capital a une grande importance il faut reprendre la notion classique de produit excédentaire". C'est un fait d'observation courante que, dans n'importe quel système d'organisation de la production, on peut atteindre un niveau d'activité supé-

(1) En Economie une recherche "fondamentale" a pour objectif d'aider à formuler un problème reconnu comme très important à long terme et non d'apporter directement des réponses à des questions précises en vue d'une action définie et prochaine.

(2) Ce schéma est présenté par FURTADO dans "Développement et sous-développement" (PUF 1966) et dans "Théorie de la Croissance économique" (PUF Coll. sup. 1970). Cette présentation a pour elle l'avantage d'être claire, rigoureuse, synthétique. De larges extraits en sont repris dans ce paragraphe.

rieur à celui qui serait nécessaire pour assurer à toute la population un mode de vie correspondant à celui des groupes de revenus les moins élevés.

On observe également dans toutes les sociétés la formation de groupes minoritaires qui ont pu s'approprier le produit excédentaire (permanent ou occasionnel). Ce phénomène très simple et d'observation universelle est le fondement du processus d'accumulation du capital.

Mais c'est la transformation en capacités de production excédentaires d'une partie du produit, et non son appropriation par une minorité, qui constitue l'aspect essentiel des phénomènes d'accumulation.

La possibilité d'accroître la productivité et l'appropriation par des groupes minoritaires de cet accroissement sont les facteurs stratégiques de la croissance économique. Ou encore progrès technologique et division sociale du revenu sont les fondements du processus d'accumulation du capital. Or l'un et l'autre sont intimement liés. Et il ne serait sans doute pas difficile de montrer que les diverses théories du développement, du sous-développement ou de la croissance se différencient actuellement selon qu'elles mettent l'accent sur le progrès technique ou sur la division sociale du revenu, et que par suite les recherches doivent s'orienter vers l'analyse de la relation existant entre ces deux facteurs stratégiques.

b) Schéma du processus de développement

Globalement le processus du développement s'analyse ainsi :

- . les opérations de production dégagent un produit excédentaire,
- . les opérations de répartition aboutissent à l'appropriation de ce produit excédentaire par un groupe minoritaire,
- . l'accumulation du capital permise par l'incorporation de ce produit excédentaire dans le processus de production rend possible un accroissement de la productivité, donc de la production, donc du produit excédentaire.

Et le cycle se répète à un niveau supérieur.

Ce schéma évolue comme suit :

- . Au cours des phases initiales les biens de consommation et les biens accumulés sont identiques et peuvent donc être

échangés ; l'appropriation par une minorité s'impose alors car il est indispensable d'empêcher une absorption totale du produit par la consommation, et les activités commerciales se développent.

- . A mesure que le processus de production devient plus complexe, les biens aptes à y être incorporés à nouveau tendent à se différencier des biens de consommation courante ; l'appareil de production se spécialise car la demande se diversifie.
- . Enfin, dans une économie qui a atteint un certain niveau, les structures de production rendent l'accumulation presque automatique ("immanence de la croissance" car les profits qui, comme les salaires ou la rémunération des capitaux, ont une contrepartie réelle sous forme de biens en voie d'élaboration, doivent également être réintégrés au circuit économique si on veut pouvoir écouler les produits en cours de fabrication c'est-à-dire si on veut ne pas interrompre le processus économique). Il devient alors nécessaire que la demande ait une certaine structure pour que l'appareil de production fonctionne normalement, laquelle structure dépend de la répartition des revenus.

A chaque phase on en revient toujours aux systèmes d'institutions qui expriment les mécanismes d'appropriation du produit excédentaire et aux transformations des techniques productives issues de l'accélération du progrès technologique et de l'élargissement du marché.

c) Application à un ensemble économique complexe

En toute rigueur "la croissance est l'augmentation de la productivité au niveau d'un secteur productif spécialisé et le développement constitue le même phénomène quand on l'envisage du point de vue de ses répercussions sur l'ensemble économique de structure complexe qui comprend le secteur en question".

Le développement, défini comme une augmentation de la productivité au niveau de l'économie nationale, a pour origine des phénomènes de croissance dans un ou plusieurs secteurs de l'économie. Cette croissance peut être intérieure à tel ou tel secteur et résulte alors soit d'une accumulation de capital, soit d'innovations technologiques (y compris les modifications dans l'organisation des économies d'échelle), soit, plus couramment, de l'action conjuguée de

ces deux facteurs ; mais elle peut aussi résulter pour un secteur de l'adjonction de ressources soustraites à d'autres secteurs c'est-à-dire que le développement provient alors d'une répartition plus productive des facteurs de production disponibles entre les différents secteurs de l'économie.

Mais cette croissance sectorielle, par le revenu additionnel qu'elle crée, modifie la demande nationale (sous réserve que ce revenu ne soit pas totalement transféré à l'extérieur ou consacré à des importations) et par conséquent suscite "des transformations dans l'agencement interne du système économique, lesquelles ont pour cause fondamentale des changements dans les formes de production, mais ne sauraient se réaliser sans des modifications dans la répartition et l'utilisation du revenu". Ces transformations dans l'agencement interne du système économique, tant en ce qui concerne les formes de production que la répartition et l'utilisation du revenu (transformations des structures), constituent le développement.

Or la répartition du revenu est liée non seulement aux formes de production mais aussi à un certain rapport de forces politiques et sociales et à un ensemble de données institutionnelles. De même l'utilisation du revenu, c'est-à-dire la composition de la demande, est en fait l'expression du système des valeurs de la collectivité. D'où les trois conclusions :

- Dans une économie non totalement dépendante (c'est-à-dire pour laquelle les fruits de l'augmentation de la productivité ne sont pas intégralement retenus à l'étranger) il ne peut y avoir croissance nationale sans développement.

- Ce développement en ce qu'il est lié à la répartition et à l'utilisation des revenus a un contenu éthique, politique, institutionnel et social (plus ou moins remis en cause selon les sociétés ou nations et selon les époques) qu'il serait vain de nier. C'est pourquoi la science économique dès qu'elle se préoccupe de ces problèmes de répartition et d'utilisation des revenus devient une science sociale et politique (1).

- Il est indispensable, afin de comprendre le processus du développement, d'identifier les agents responsables des décisions

(1) En fait peu de travaux théoriques sont consacrés à la répartition des revenus et des richesses et une analyse épistémologique de la science économique peut contribuer à expliquer ce "silence des théoriciens" (cf. BIACABE conférence citée supra).

privilégiées et de reconnaître les facteurs structurels qui conditionnent la propagation des effets de ces décisions.

2.3. Application aux Pays Sous-Développés (P.S.D.)

"Dans les actuels pays industrialisés de libre-entreprise, l'orientation même du progrès technologique ainsi que le profil de la demande globale, avec son dédoublement stratégique : demande de biens de consommation et demande de biens d'équipement, et avec ses reflets dans la structure de l'appareil productif, sont les résultantes d'un processus historique déterminé. La transposition de ces éléments dans un autre contexte historique fait apparaître une nouvelle problématique, qui sera différente selon que la transposition se fera sous l'orientation de décisions centralisées (développement socialiste) ou se réalisera dans le cadre de la libre-entreprise. Ce dernier cas constitue le thème essentiel de la théorie du sous-développement" (1).

Et il faut bien reconnaître que malgré des progrès récents cette théorie n'a pas encore atteint un niveau de rigueur et de synthèse très satisfaisant.

L'adaptation du schéma ci-dessus présenté doit être faite en fonction d'un certain nombre de caractéristiques spécifiques des PSD :

- déséquilibre au niveau de l'agencement des facteurs, déséquilibre reflétant une maladaptation des disponibilités factorielles aux techniques assimilées (importées) qui empêche de réaliser simultanément le plein emploi du capital et celui de la main-d'oeuvre (d'où un processus d'industrialisation spécifique).

- ce qui caractérise le surplus du PSD, ce n'est pas tant sa faiblesse que son emploi "improductif, gaspillé, exporté" (BARAN).

- faible articulation de deux ou trois secteurs économiques (le secteur de subsistance, le secteur lié au commerce extérieur, le secteur industriel lié à la demande finale intérieure) .

- élément moteur constitué par la demande extérieure ou par une demande préexistante induite principalement par des impulsions externes et non par des innovations incorporées aux méthodes de production.

(1) FURTADO "Théorie du Développement économique" p. 128.

- la masse des profits induits par la croissance ne s'intègre pas ou peu à la vie économique locale.

- absence, insuffisance ou dépendance d'une bourgeoisie nationale (commerçante et industrielle) nécessaire pour récupérer le produit excédentaire dégagé (en particulier celui émanant du milieu rural) et le transformer en capacités productives.

- déséquilibres tendanciels des finances publiques et de la balance des paiements et en particulier dépendance du processus de formation du capital par rapport au commerce extérieur (avec pour conséquence une inflation "structurelle").

- accélération de la croissance démographique antérieure au processus d'industrialisation.

- quasi monopole de la production industrielle par les pays développés.

- compétitions sociales et politiques non réductibles à la compétition économique, celle-ci s'inscrivant essentiellement dans le cadre du système capitaliste, celles-là s'inscrivant de surcroît dans le cadre de la confrontation de divers types de sociétés etc.

En fin de compte le sous-développement s'analyse comme une situation historique particulière, comme un moment spécifique de la division internationale du travail, résultant de l'expansion des économies capitalistes. Le dynamisme du capitalisme international impose non seulement les règles de l'économie mondiale mais aussi son mode d'interprétation des phénomènes. Ce dynamisme même, dans ses rapports avec les dynamismes propres des sociétés non capitalistes, doit être un élément important sinon l'élément essentiel de toute analyse du sous-développement : "Les formes du surplus et de ses emplois dépendent de la nature des formations sociales précapitalistes et des mécanismes de leur intégration au système capitaliste mondial" (1).

Le thème de l'accumulation du capital en PSD ne consiste donc pas à étudier ce processus d'accumulation (appelé encore processus de reproduction élargie) dans le cadre du système capitaliste tel qu'il prévaut dans les pays développés. Il ne consiste pas non plus à étudier les diverses formes d'accumulation "primitive" exis-

(1) SAHIR AMIN "L'accumulation à l'échelle mondiale".

tant au sein de systèmes sociaux archaïques, non capitalistes, et leur permettant de maintenir leur cohérence. Il s'agit en dernier ressort d'étudier les relations entre le premier et les seconds à travers ce biais privilégié que constitue l'accumulation, laquelle revêt, lors de cette "mise en contact" des formes originales.

Naturellement ces relations forment un tout mais elles revêtent des formes spécifiques selon le niveau géographique auquel elles se manifestent. Pour chacun de ces niveaux une certaine problématique et par conséquent une certaine méthode d'analyse doit prévaloir. Très grossièrement on peut distinguer :

- un niveau local où doit prévaloir la référence au système villageois et une démarche de type anthropologique,
- un niveau international où domine absolument la logique du système capitaliste et pour lequel par conséquent l'analyse économique semble suffisante,
- un niveau national où prédomine sans doute la logique du mode de production capitaliste mais où l'articulation entre celui-ci et les diverses formations sociales nées ou transformées à son contact entraîne de profondes mutations de structures internes sans que pour autant, vu la dépendance extérieure et l'hétérogénéité de la société comme de l'économie, un processus de développement se maintienne et se nourrisse de lui-même (1).

Une recherche fondamentale sur le thème de l'accumulation du capital en PSD doit viser à intégrer ces trois niveaux. C'est cette intégration qui en marquerait la véritable originalité mais le troisième niveau (le niveau national) apparaît comme stratégique.

A ce niveau les analyses économiques sont essentielles mais elles doivent s'accompagner d'analyses relevant de la sociologie, de la science politique et de l'histoire (2).

3) Les problèmes théoriques posés par le schéma général

3.1. Les orientations de recherche

De la présentation précédente du schéma général il ressort

- (1) Encore plus grossièrement au niveau local problématique de la réaction, au niveau national problématique de la dépendance, au niveau international problématique de la domination.
- (2) Le problème de l'articulation des trois niveaux sera repris dans la suite de cette note.

que les recherches doivent viser à identifier les forces (ou groupes d'agents) économiques, politiques et sociales, intérieures et extérieures, qui gouvernent la répartition du revenu et du capital intérieurs et l'affectation d'une partie du revenu à des fins productives, dans un contexte de dépendance par rapport au système capitaliste mondial, en vue d'évaluer leur influence sur la croissance nationale et (dans la mesure où ces recherches se veulent orientées vers l'application) avec le souci d'étudier les possibilités pour les nationaux d'accroître leur maîtrise du processus de formation du capital intérieur (et plus généralement de réduire leur dépendance).

3.2. Les problèmes de théorie économique posés par le schéma

La théorie du capital ne sort pas de ses désordres. En particulier les controverses sur le thème des fonctions de production entre l'école de Cambridge et les économistes néo-classiques ne se comptent plus (1). Il est donc délicat de vouloir identifier brièvement les problèmes fondamentaux que pose actuellement cette théorie du capital. Au risque de paraître schématique et incomplet on peut néanmoins énumérer un certain nombre de points méritant examen (2).

a) Définition des concepts

Le recours à certains concepts, le sens plus ou moins explicitement donné à quelques mots-clés, expriment, parfois de manière diffuse, une position idéologique ou politique sur la finalité du développement, une philosophie de l'action et à tout le moins une certaine conception du développement ou du sous-développement, une hypothèse, un diagnostic sur leurs causes et leurs effets. Comme l'écrit Freyssinet "le danger n'est pas dans la présence de ces nécessaires options, il réside dans le fait que sous prétexte d'objectivité, on évite de les formuler. Sous jacentes, elles conditionnent des analyses qui se veulent pragmatiques et techniques. L'honnêteté et l'objectivité de la recherche posent en ce domaine deux exigences :

- la claire formulation des postulats de valeur, levant

(1) cf. à ce sujet : - "Capital and growth", G.C. Harcourt et H.F. Laing éditeurs, Penguin modern economic readings, 1971.
 - "L'accumulation du capital", J. Robinson, Paris, Dunod 1972.
 - "Essai sur l'économie de Marx", J. Robinson, Paris, Dunod 1969.
 - "Le profit", J. Ullmo, Paris, Dunod 1969.

(2) Certains d'entre eux seront repris plus en détail dans la partie 3 de cette note consacrée à la présentation des "sous-thèmes".

toute ambiguïté sur la signification du travail entrepris.

- la réduction à l'essentiel de ces options initiales pour éviter qu'une éthique exogène n'étende son magistère sur l'ensemble des démarches de la pensée économique" (1).

Parmi les concepts ou mots-clés qui appellent une analyse théorique et épistémologique, on peut citer :

- . le capital et l'accumulation ;
- . le surplus, la plus-value, le produit excédentaire, le profit, l'épargne ;
- . la domination, la dépendance, l'intégration, l'inarticulation ;
- . le progrès technique, la division du travail ;
- . les formations sociales, les modes de production ou systèmes de productions.

b) Les mesures

Ces concepts, même clairement définis, doivent être mesurés ou du moins appréhendés à partir de critères objectifs, si possible quantitatifs. Et il semble bien que le progrès de la théorie du capital passe actuellement par la réalisation d'enquêtes concrètes, d'études statistiques, d'analyses comptables, bref par "l'accumulation" d'informations chiffrées.

Se posent alors les problèmes de la valorisation des flux (prix et théories de la valeur) et de l'adéquation des cadres statistiques et comptables existant (ne sont-ils pas seulement la traduction d'une certaine conception théorique ?).

c) Les rapports entre les concepts-clés

Bien sûr les concepts fondamentaux énumérés ci-dessus sont en relation les uns avec les autres et une théorie synthétique du capital serait celle qui donnerait à tous leur juste place. Mais l'étude de certains rapports semble devoir être actuellement privilégiée :

- . capital et profit
- . accumulation et progrès technologique (ou division du travail)

(1) Freyssinet "Le Concept de sous-développement" Ed. Mouton 1965.

- . accumulation et système économique
- . domination et formations sociales
- . taux de profit et choix des techniques de production
- . système capitaliste et autres systèmes socio-économiques.

d) Le profit

Il apparaît comme le phénomène économique fondamental mais, comme il a été dit plus haut, il n'a pas encore fait l'objet d'une théorie synthétique satisfaisante ni d'évaluations statistiques suffisantes. Les principales questions qui se posent à son sujet sont les suivantes :

- quels sont les facteurs qui déterminent le taux de profit ?
- y a-t-il péréquation du taux de profit au niveau de l'économie mondiale ?
- comment est déterminée et comment évolue la répartition des produits nationaux entre salaires et profits ?
- quelle incidence a le taux d'intérêt sur le taux du profit ?

3.3. La question du pouvoir et du savoir

Cette question se pose comme suit : le Pouvoir et le Savoir modifient-ils substantiellement le jeu de l'accumulation du capital imposé par le système capitaliste mondial dans les jeunes nations en voie de développement ?

Cette interrogation est grave et vaste ; elle déborde d'ailleurs largement le thème de l'accumulation du capital et il ne saurait être question de la développer ici. Il faut cependant souligner qu'à séparer trop nettement le domaine du politique de celui de l'économique on risque de surestimer des facteurs économiques qui, si importants soient-ils, n'interviennent, surtout en PSD, qu'en bout de chaîne dans la série des déterminismes.

On peut aussi essayer de repérer quelques biais par lesquels les relations entre accumulation du capital et pouvoir, d'une part, accumulation du capital et savoir, d'autre part, peuvent être étudiées.

a) Accumulation du Capital et Pouvoir (1)

- relation entre pouvoir économique et pouvoir politique : en PSD politiquement indépendant, il y a généralement disjonction entre l'un et l'autre. L'étude des rapports historiques et actuels entre Etat et capital étranger peut éclairer ce point.

- un des critères susceptibles de définir des catégories d'agents significatives du point de vue de la répartition du revenu et de l'accumulation du capital ne peut-il être les relations de "pouvoir" existant entre ces groupes (le "pouvoir" se définissant alors comme la capacité pour un agent ou un groupe d'agents d'imposer une certaine relation avec un autre agent ou un autre groupe ; ou encore comme la capacité de remettre en cause "les règles du jeu économique") ?

- identification et analyse des décisions économiques majeures prises par l'Etat dans tel ou tel PSD au cours d'une longue période, avec étude simultanée de l'organisation de l'appareil étatique et des techniques d'intervention utilisées.

- analyse concrète de situations de domination et de dépendance.

- étude du rôle de l'Etat comme médiateur des déterminismes sociaux et pas seulement comme acteur dans un processus volontaire de développement.

b) Accumulation du Capital et Savoir

- relation entre accumulation productive et assimilation du progrès technologique importé des pays développés.

- l'accès au savoir (scolarisation et surtout enseignement supérieur) et à l'information deviennent-ils des critères significatifs de la différenciation des couches sociales et une condition soit de l'accès aux responsabilités dans le cadre de l'Etat, soit de la maîtrise du capital ?

- quelles sont les connaissances qui favorisent le choix et la réalisation des investissements (au niveau de l'entrepreneur, de la société anonyme, de l'Etat, du Plan) ?

- dans quelle mesure le système d'enseignement peut-il être considéré comme un véritable secteur de l'économie ?

(1) cf. J. LHOMIE "Pouvoir et Société économique" CUVAS 1965.

4) Justifications pratiques

L'exploration du champ théorique couvert par le thème de l'Accumulation du Capital en PSD montre que ce thème conduit à étudier dans une certaine perspective mais avec un réel pouvoir d'intégration, les problèmes majeurs posés actuellement par le phénomène du sous-développement. La principale justification de ce thème est peut-être que sa portée théorique et sa portée pratique se rejoignent. Sa principale difficulté vient de ce que son ampleur oblige, pour le mettre en oeuvre concrètement, à des choix sévères dans la détermination des programmes (1). On peut néanmoins essayer, ce qui peut-être facilitera ensuite ces choix, de rappeler quelles sont actuellement les grandes interrogations posées par le phénomène du sous-développement et d'en dégager quelques problèmes importants et concrets auxquels des recherches sur le thème de l'Accumulation du Capital en PSD menées dans une perspective d'application, sont susceptibles d'apporter des éléments de solution.

4.1. Les grandes interrogations actuelles face au phénomène du sous-développement

Vingt cinq ans après la prise de conscience de ce phénomène et à l'issue de la première "décennie pour le développement" certaines illusions sont tombées et chacun s'interroge :

- pourquoi tant de projets, tant d'expériences, tant de politiques de "développement", tant d'efforts ont-ils eu si peu de résultats ?

- Les pays sous-développés se sont rapidement rendu compte que leur indépendance politique n'avait guère fait progresser, dans la plupart des cas, leur indépendance économique, et ils se demandent avec de plus en plus de lucidité par quels moyens ils peuvent accroître leur "marge de manoeuvre".

- Ils se heurtent alors au problème suivant : comment leur intégration à l'économie mondiale, qui leur paraît une condition essentielle sinon inéluctable de leur développement, peut-elle se faire sans accroître leur dépendance ? La dépendance devient-elle la condition nécessaire de l'efficience ?

(1) Cf. parties 2 et 3 de la présente note.

- Les pays développés et les agences de développement qu'ils animent éprouvent le besoin de clarifier leurs relations avec les PSD ; ils en viennent à se demander, plus ou moins nettement, si leur intérêt à long terme n'exigerait pas une révision de leur politique d'aide et plus fondamentalement de leurs rapports avec les PSD. Mais bien rares sont ceux qui ont entrepris une analyse globale et perspective sur ce sujet.

4.2. Quelques problèmes concrets et actuels liés aux grandes interrogations

A titre d'exemple et sans vouloir être exhaustif voici quelques problèmes qui se posent actuellement dans le cadre des grandes interrogations qui viennent d'être évoquées, et dont l'étude en PSD pourrait avoir des conséquences pratiques et théoriques importantes.

- Comment caractériser et évaluer la répartition, économique et sociale, du revenu intérieur ? Comment évolue cette répartition et sous l'action de quels facteurs ? En particulier comment est déterminée la répartition entre salaires, profits, revenus des paysans ? Quelles relations y a-t-il entre cette répartition, les investissements et la croissance ?

- Quelle est l'influence du système fiscal sur la répartition des revenus, sur les incitations à investir et sur le financement des investissements publics et privés ? En particulier quelles sont les conséquences des Codes des Investissements ? La faiblesse du revenu moyen et les exonérations fiscales du capital étranger ne contraignent-elles pas l'Etat à tirer la plus grande partie de ses ressources de droits de douane et d'impôts sur la consommation ?

- Quelle est l'efficacité économique du secteur public et para-public des PSD ? Ceux-ci s'achèvent-ils vers un capitalisme d'Etat susceptible de concilier l'efficacité économique, l'intégration au marché international et la réduction de leur dépendance par rapport à l'extérieur ? Quelle est la part et quels sont les effets de l'aide extérieure publique ?

- A quoi sert la planification en PSD caractérisés par de fortes contraintes extérieures, une faible articulation des circuits économiques intérieurs et une grande instabilité de la conjoncture ?

Orienté-t-elle le choix des investissements ? Favorise-t-elle leur financement malgré la double contrainte de l'équilibre des finances publiques et de la balance des paiements ? Comment apprécier cette double contrainte ? Comment la réduire ?

- La planification influe-t-elle sur la répartition du revenu intérieur ? Favorise-t-elle l'assimilation du progrès technique ? Permet-elle d'accroître la maîtrise des nationaux sur leur développement économique ? Y a-t-il lieu en fonction de ces objectifs de réviser ses méthodes et ses techniques ?

- La promotion de milieux d'affaires nationaux peut-elle constituer un aspect stratégiquement déterminant de la croissance ? Comment ont émergé des minorités nationales économiquement dynamiques ? Quelles filières économiques, financières voire sociales et politiques ont-elles suivies ? A quelles difficultés se heurtent les entrepreneurs nationaux (problèmes techniques, problèmes d'informations et de gestion, accès aux marchés extérieurs et au crédit, concurrence étrangère etc.) ?

Comment l'Etat peut-il favoriser le développement de ce secteur moderne privé autochtone ?

- Qu'est-ce qui détermine les investissements privés étrangers en PSD ? Comment ont évolué ces investissements : volume, origine et nature, branches, localisations, débouchés, structures de financement, rentabilité ?

Quels sont leurs effets à court terme sur la croissance nationale : valeur ajoutée restant dans le pays, finances publiques, balance des paiements, emploi ? Quels sont leurs effets à long terme en particulier sur le type ou la filière d'industrialisation amorcée (définie par la technologie utilisée ou le rapport capital/travail, par le marché, la densité des relations interentreprises, la destination des revenus) ? Le capital étranger est-il indissociable de certaines capacités et de certaines qualifications encore rares en PSD (détection des projets, "engineering" et "management", conquêtes des marchés extérieurs, techniques financières) ?

- Dans quelle mesure et par quels mécanismes l'agriculture contribue-t-elle au financement de l'économie nationale, qu'il s'agisse de la mobilisation de l'épargne des paysans ou de la récupération d'une partie de leurs revenus par l'intermédiaire du système des prix, du crédit et des prélèvements obligatoires ?

- Comment fonctionne l'ensemble de l'appareil bancaire et financier du pays : institutions, circuits, volume et nature des opérations financières, instruments d'intervention, contraintes ? Quel rôle joue-t-il dans la mobilisation, la transformation et l'orientation des flux financiers intérieurs et extérieurs ?

- Quel rapport y a-t-il entre le taux de change extérieur et les grandeurs économiques essentielles (production, emploi, revenus, consommation, investissements, balance commerciale) ? Les différentes caractéristiques d'une Zone Monétaire et leurs effets sur le développement sont-ils dissociables ? Comment peut s'apprécier l'inflation en PSD ? De manière plus générale, quelles relations y a-t-il entre commerce extérieur, taux de change et inflation d'une part, accumulation du capital et croissance d'autre part ? Quelles conséquences peut-on en tirer pour la détermination d'une politique monétaire et financière ?

L'accumulation du capital en pays sous-développé

2ème partie : Propositions pour des recherches sur ce thème, dans la cadre de
l'ORSTOM

1) - Présentation d'orientations

1-1- Présentation résumée du thème

1-2- Formulation schématique des sous-thèmes envisageables

2) - Pourquoi ces orientations ?

2-1- La logique du thème

2-2- L'acquit de la Section des Economistes de l'ORSTOM

2-3- Articulation avec les autres thèmes de la Section ; ouvertures
sur les autres disciplines.

2-4- Les partenaires extérieurs.

3) - L'organisation des recherches

3-1- Types de programmes

3-2- L'organisation de la recherche

a) Un certain style de recherche est à la fois nécessaire et
insuffisant

b) Recherche collective, programmée à moyen terme.

4) - Le choix nécessaire à la programmation.

Cette 2ème partie formule propositions et observations relatives à la conduite du thème sur l'Accumulation du Capital dans le cadre de l'ORSTOM. Elle n'engage que la responsabilité de leur auteur bien qu'elle s'inspire autant que possible des suggestions écrites et orales des chercheurs de la Section. Elle vise avant tout à provoquer des choix, que ceux-ci s'inscrivent ou non dans les perspectives présentes. Ce qui est essentiel en effet c'est que chacun dise, si, sur quoi et comment il voudrait travailler dans le cadre de ce thème de façon à ce que puisse se dégager le consensus commun nécessaire à la mise sur pied ou à la poursuite de projets collectifs garantissant l'efficacité et l'indépendance de la recherche.

Cette 2ème partie est complémentaire de la note récemment diffusée sur "les styles de recherches économiques à l'ORSTOM." Toute l'introduction de cette note devrait être reprise ici.

1) - Présentation d'orientations

1-1- Présentation résumée du thème

On a vu qu'il ne s'agit pas seulement d'étudier les mécanismes de l'épargne et de l'investissement et leurs rapports avec la croissance. Il faut aussi identifier les forces économiques, politiques et sociales, intérieures et extérieures, qui gouvernent la répartition du revenu et du capital intérieurs et l'affectation d'une partie des revenus à des fins productives.

Les recherches doivent être conduites avec le souci de procéder à une analyse critique des définitions, concepts, méthodes d'évaluation généralement utilisés pour aborder ce type de problème.

De plus l'accumulation du capital en P.S.D. ne peut se comprendre sans référence à l'intégration de ces pays au système capitaliste mondial et à la dynamique de ce système. Il convient donc au moins de repérer les principaux aspects et mécanismes de l'économie politique internationale exerçant une influence directe sur l'économie des P.S.D.

Mais pour l'essentiel il s'agit d'identifier les groupes sociaux qui occupent une position significative dans le processus de répartition des réserves d'accumulation et d'utilisation du capital.

Les catégories d'agents ou les milieux à privilégier paraissent être les suivants :

- L'Etat dont l'action s'exerce par le budget et, en particulier, la fiscalité, la politique financière, le secteur public productif, certaines politiques (planification, éducation etc...) et qui donne naissance à une élite politique et administrative au comportement économique spécifique.

- le milieu rural dont il faut étudier la contribution au financement de l'économie nationale sous ses deux formes essentielles : la mobilisation de son épargne, les transferts d'une partie de ses revenus par l'intermédiaire du système de prix, du crédit, et des prélèvements obligatoires.

- les entreprises de type moderne, en privilégiant l'étude de la formation d'un milieu d'affaires national et la compétition de ce milieu avec les entreprises étrangères dont il faut analyser le comportement financier et l'impact économique.

- les institutions financières et leur rôle dans la mobilisation, la transformation et l'orientation des flux financiers tant intérieurs qu'extérieurs.

1-2- Formulation schématique des sous-thèmes envisageables (1).

L'articulation des recherches menées dans le cadre des sous-thèmes ci-dessous énumérés, devrait aboutir, est-il besoin de la rappeler, à une contribution originale à la théorie de l'Accumulation du Capital et plus généralement à la théorie du Développement.

Contribution originale car : -basée sur des travaux concrets, approfondis, collectifs, menés selon diverses approches et dans des milieux sous-développés variés (sous-thèmes 1 à 5),

-soustendue et orientée par une réflexion théorique permanente (sous-thème A)

-replacée dans le cadre des grandes tendances de l'économie internationale actuelle (sous-thème B).

Sous-thème A : Réflexion épistémologique, critique théorique, renouvellement des concepts et mise au point de nouvelles techniques.

Sous-thème B : Constitution des dossiers sur les grandes tendances de l'économie politique internationale 1

(1) - La formulation retenue est volontairement classique, neutre, pragmatique, dans l'éventualité d'un usage externe.

Sous-thème n°1 : La distribution, économique et sociale, des revenus et son influence sur l'accumulation productive.

Sous-thème n°2 : Le rôle de l'Etat : finances publiques et en particulier fiscalité, secteur public, interventions, la bureaucratie.

Sous-thème n°3 : La contribution du milieu rural au financement de l'économie : mobilisation de son épargne, transferts de revenus.

Sous-thème n°4 : Les investissements du secteur privé moderne : promotion d'un milieu d'affaire national, comportement économique et financier des entreprises étrangères.

Sous-thème n°5 : Influence du système monétaire et financier sur le financement de la croissance.

2) - Pourquoi ces orientations ?

Pourquoi cette présentation ? pourquoi ces sous-thèmes ?

Il faut d'abord souligner que l'éventail proposé est extrêmement large et qu'il s'agit davantage d'une présentation commode que d'une présentation sélective.

S'il y a choix dans la présentation et dans le contenu des orientations proposées à la discussion, ils résultent pour une part très appréciable :

- de la logique même du thème (cf 1ère partie de cette note) et des spécialisations techniques qu'il implique.

- des travaux antérieurs et en cours des économistes de l'ORSTOM, des suggestions formulées dans les différentes notes qu'ils ont fournies depuis un an et demi en vue précisément de définir les orientations de recherche de la section et des observations faites par plusieurs de ces chercheurs (un tiers de la Section environ) à l'occasion de récentes séances de travail.

- du souci d'articuler le thème de l'Accumulation du Capital avec les deux autres thèmes de recherche retenus par Section Economie de l'ORSTOM et de laisser place à une collaboration interdisciplinaire.

- de la nécessité d'intéresser les différents partenaires impliqués par les recherches économiques de l'ORSTOM : autrement dit il a paru nécessaire d'identifier des sujets de recherche ayant simultanément une portée théorique et une portée pratique (au moins à terme).

2-1- La logique du thème :

Dans le schéma de base précédemment exposé il y a deux catégories de problèmes : d'une part l'origine du produit excédentaire et la filiaire de récupération, d'autre part l'utilisation productive de ce produit excédentaire.

Ces deux aspects de l'accumulation (l'épargne et l'investissement) trouvent leur articulation dans le comportement des agents économiques.

Le fil directeur du thème est donc l'étude de la position respective des différents groupes d'agents dans le processus d'accumulation du capital. Et cette étude, qu'elle se veuille à finalité théorique ou à finalité pratique, a pour pièce centrale la connaissance de la division économique et sociale des revenus (jusqu'à présent peu ou trop globalement recherchée par les théoriciens et très mal mesurée par les statisticiens). D'où le sous-thème n°1.

Tout en faisant progresser l'identification des catégories pertinentes des revenus et des groupes d'agents en PSD, il paraît opportun d'étudier les agents ou milieux les plus faciles à circonscrire et, surtout, ceci entraînant cela, jouant, activement ou passivement, un rôle déterminant dans le processus d'accumulation : la puissance publique, le secteur privé "moderne" et les paysans (thèmes 2,3 et 4).

Il faut ici noter que les autres thèmes de recherche de la Section Economie de l'ORSTOM permettent très probablement d'étudier d'autres catégories d'agents (commerçants et transporteurs en ce qui concerne le thème sur la Dynamique des milieux ruraux, les milieux urbains en ce qui concerne le thème sur l'organisation économique de l'espace)(1).

Quant au sous-thème n°5 il revêt deux aspects. Le premier aspect est descriptif : il s'agit de repérer les principaux circuits financiers pour permettre d'évaluer l'importance relative, toujours du point de vue du financement de l'économie, des opérations et des groupes d'agents étudiés dans le cadre des sous-thèmes précédents. Il s'agit en quelque sorte d'un complément de ces sous-thèmes, d'un instrument de contrôle et de cohérence. Et cet aspect là est prioritaire. Le second aspect se veut explicatif puisqu'il vise à déterminer quelle est l'influence des institutions monétaires et financières sur l'accumulation du capital et quels sont les rapports existant entre commerce extérieur, taux de change, monnaie et inflation d'une part, et croissance et accumulation d'autre part. C'est un champ d'étude difficile à aborder (accès à l'information compétences techniques).

(1) Ce qui distingue ces autres catégories de celles retenues dans un premier temps par le thème de l'Accumulation du Capital, c'est que leur étude nécessite des enquêtes directes auprès d'individus.

Cette décomposition en sous-thèmes, basée sur le rôle spécifique joué par divers agents en milieu dans l'accumulation et l'utilisation du capital, n'est pas seulement justifiée par des considérations théoriques. Elle l'est aussi pour des raisons techniques. Chacun de ces "sujets" d'étude implique des méthodes et des approches spécifiques, c'est-à-dire en fait une certaine spécialisation. Ce point sera repris plus bas.

Naturellement il ne faut pas être trop "catégorique". Si les sous-thèmes peuvent se définir par un objet et des instruments techniques, s'ils paraissent nécessaires pour opérer des choix concrets et cohérents à l'intérieur d'un thème aussi vaste que celui de l'Accumulation du Capital, il n'en reste pas moins vrai que ce découpage reste un jeu artificiel. Par exemple l'étude des entreprises agrées à un régime fiscal privilégié relève autant du sous-thème 4 que du sous-thème 2. Tout travail concret de recherche relèvera plus ou moins de plusieurs sous-thèmes (quels que soient le découpage et les objets de recherche que la Section retiendra finalement) et appellera plus ou moins de compléments à divers niveaux et divers moments. L'unité théorique du thème et la nécessité pratique de spécialisation plaident fortement pour une recherche collective.

L'accumulation du capital en P.S.D. ne peut se comprendre, on l'a déjà dit, sans référence à l'intégration de ces pays dans le système capitaliste mondial et à la dynamique de ce système. L'ORSTOM, pour tirer parti de ses atouts spécifiques, doit étudier d'abord les effets locaux de l'environnement mondial sur l'accumulation nationale de capital en PSD. Encore faut-il que soient identifiés et suffisamment connus les principaux aspects et mécanismes de l'économie politique internationale affectant l'économie des P.S.D. (mouvements de capitaux, termes de l'échange, implantation des firmes multinationales, accords commerciaux, inflation..) et que soient disponibles certaines séries, spatiales et temporelles, d'informations de base. D'où le sous-thème B dit sous-thème d'accompagnement.

Il s'agit dans un premier temps au moins, d'un travail de mise en forme de la documentation existante, à mener à partir de l'échelon parisien.

En ce qui concerne la référence au système capitaliste mondial on peut aussi estimer que certains aspects essentiels de ce système peuvent être étudiés en partant de leurs manifestations concrètes en P.S.D. car ces manifestations y sont plus évidentes, plus faciles à circonscrire et à étudier dans une perspective historique et par étude de ce cas précis et significatifs (par exemple : évolution

des grandes compagnies commerciales de l'Afrique de l'Ouest).

Il n'est pas nécessaire de justifier le sous-thème A, il constitue la finalité de tous les autres. Il faut seulement se demander s'il ne réclame pas des moments et des méthodes spécifiques, en plus du travail théorique inhérent à chaque programme.

2-2 L'acquit de la Section :

On peut estimer que la Section a déjà un acquit sur les sous-thèmes 2, 3, 4 et 5 la rendant apte à conduire des travaux de recherche sur ces sous-thèmes. C'est particulièrement vrai pour les sous-thèmes 2 et 4 (qui d'ailleurs ont été retenus en priorité lors du Colloque des Economistes de l'ORSTOM en Octobre 1972). Ce qui a fait défaut, c'est une "problématique" théorique et un schéma directeur permettant de choisir et d'articuler les différents programmes en vue d'un objectif commun. D'où jusqu'à présent la minceur des contributions de la Section à la théorie du développement.

En ce qui concerne la distribution des revenus chacun doit avoir quelques idées et connaissances tirées de sa propre expérience mais ce sous-thème devra sans doute, s'il est retenu, faire d'abord l'objet de travaux exploratoires.

Quant aux aspects internationaux du thème, la Section ne les a pas pratiquement abordés jusqu'à présent. Là encore la démarche ne pourra être que progressive et pragmatique.

En résumé, sur ce thème la Section a "accumulé", plus ou moins directement et dans des registres très divers, des connaissances, des réflexions, des techniques. Mais, jusqu'en 1970 environ, ce capital n'a guère été utilisé en vue d'une production théorique collective. Depuis deux ans cependant la convergence des travaux de terrain, des réflexions et préoccupations des chercheurs sur ce thème est évidente.

2-3 Articulation avec les autres thèmes de la Section, ouvertures sur les autres disciplines

Indépendamment d'une application éventuelle, au prix sans doute d'une nouvelle formulation, de la problématique théorique du thème sur l'Accumulation aux autres thèmes retenus par la Section, on peut identifier quelques points d'articulation concrets.

(1) Tout au long de ce travail j'ai eu recours plus particulièrement aux notes collectives des équipes du Sénégal et de Madagascar, aux contributions personnelles de BERNARD, BLANCHET, CASTELLU, ROY, WEBER et surtout de ROCHETEAU, aux travaux d'ANCEY, CHEVASSU, VALETTE, SCHWARTZ, MICHOTTE, aux suggestions de CASTELLA.

A propos du thème sur la Dynamique des milieux ruraux, WEBER note à juste titre "L'accumulation ou la production et l'utilisation d'un surproduit social constitue la clé du développement rural". Et il est clair que le sous-thème n°3 "la contribution du milieu rural au financement de l'économie" et l'étude de la contribution au capital du secteur agricole aux autres secteurs de l'économie nationale (outre ses contributions en hommes et en produits) proposé dans le cadre du thème sur la "Dynamique des milieux ruraux" ne constituent qu'un seul et même objet de recherche abordé dans le premier cas au point d'arrivée et, globalement, dans le second cas, au point de départ et dans le contexte de sociétés rurales spécifiques.

En outre, dans la plupart des PSD, les transformations des systèmes ruraux, tout comme le financement des investissements, sont fortement dépendants du contexte international par le biais des prix des produits exportés.

Le programme concernant la chaîne des prix et donc des revenus partant des produits agricoles tropicaux pour aboutir aux produits finis consommés en pays développés constitue un projet de recherche commun aux deux thèmes.

Les transformations du milieu rural, son insertion progressive dans l'économie de marché, la création et l'utilisation des surplus qui en résultent, ne peuvent être comprises sans référence de la croissance urbaine. La ville est le lieu où se confrontent, s'articulent, se modifient le plus manifestement la cohérence des sociétés rurales non capitalistes et la cohérence du système capitaliste importé.

C'est, comme le note VALETTE, le lieu où s'accroît la division du travail, où se renforce la concentration des facteurs de production, où se crée un comportement spécifique des agents, où s'opèrent de nouvelles combinaisons des facteurs de production. C'est dans le cadre du double processus urbanisation-industrialisation que se développe la compétition pour le partage des fruits de la croissance, que se révèle la redistribution sociale du revenu (en PSD cette redistribution est peut être aussi importante que la répartition du revenu entre les forces productives), que se manifestent les limites d'acceptation du système capitaliste (déséquilibre emploi-scolarisation pour ne rester que dans le domaine économique ...), que se réalisent des utilisations spécifiques du surplus (spéculation foncière, logements, équipements publics, investissements dans le secteur tertiaire, consommations "ostentatoires" etc.⁽¹⁾)

(1) Une des propositions de programme du Centre de Petit Bassam, en mars 1973, s'intitule "L'accumulation du capital et du pouvoir économique en milieu urbain".

Enfin ce thème appelle, à des moments, à des niveaux et selon des procédures qu'il faudra préciser, la collaboration de sociologues et de spécialistes de science politique. Une des raisons de l'impuissance des économistes à résoudre les problèmes théoriques et pratiques du développement est qu'ils ont tendance à se désintéresser de l'analyse des décisions politiques et des conflits d'intérêts entre divers groupes sociaux. De manière plus précise et comme cela a été souligné et quelque peu explicité dans la première partie de cette note, le pouvoir et le savoir modifient substantiellement le jeu de l'accumulation du capital (cf 1ère partie, paragraphe 3-3). Si l'on se réfère aux sous-thèmes ci-dessus énumérés, le recours à des analyses sociologiques, institutionnelles et d'anthropologie politique serait souhaitable au moins sur les points suivants : (1)

Sous-thème n°1 : la distribution des revenus : Quels sont les groupes d'agents pertinents ?

Elucidation du concept de formations sociales. Etude de formations sociales en train de naître. Nature et signification des "transferts" de revenus.

Sous-thème n°2 : le rôle de l'Etat : Quelle est l'origine et quelle est la nature de l'Etat ?

Examen des forces politiques sociales et économiques qui le soutiennent. Quelles fonctions de médiation exerce-t-il ?

Etude du pourquoi des options politiques ayant eu une incidence caractéristique sur les décisions économiques majeures. A travers quel appareil institutionnel sont préparées, prises et appliquées ces décisions ?

Sous-thème n°4 : les investissements du secteur privé "moderne".

Comment ont émergé des minorités nationales économiquement dynamiques ? Sur quels facteurs reposent le dynamisme et la solidarité de ces minorités ? Par quel concept peut-on exprimer ce que, faute de mieux, on qualifie de "moderne" ?

2-4 Les partenaires extérieurs

Sur un thème touchant d'aussi près à des problèmes fondamentaux et parfois délicats, certaines recherches ne pourront être menées par l'ORSTOM, sauf cas exceptionnels de plus en plus rares, que si les chercheurs peuvent apporter aux partenaires détenteurs de l'information élémentaire ou exerçant le contrôle des "terrains" de recherche, un éclairage nouveau et utile sur les problèmes concrets qui les

(1) Abstraction faite des liaisons indirectes avec démographes, géographes, sociologues et ethnologues résultant de l'articulation des 3 thèmes retenus par les économistes et dont il vient d'être question.

préoccupent . Cette optique "utilitaire" n'impliquera pas sujétion si elle est le fait de chercheurs assurés de leur base scientifique et techniquement compétents (ceci a des implications évidentes et importantes sur la manière dont il convient d'organiser les recherches sur ce thème ; elles seront évoquées ci-dessous). Pour l'instant on peut simplement souligner que les sous-thèmes proposés rejoignent les préoccupations extérieures telles qu'on a essayé de les définir à la fin de la première partie de cette note (paragraphe 4-2 : justifications pratiques).

3) - L'organisation des recherches

3-1- Types de programmes

Le thème de l'Accumulation est si vaste et pose tant de problèmes pratiques qu'il convient d'abord de distinguer plusieurs types de programmes ou de travaux.

a) Tout d'abord ce que l'on pourrait appeler des programmes exploratoires. De tels programmes viseraient à mieux poser une catégorie de problèmes et consisteraient à faire l'inventaire des sources d'informations disponibles (sources historiques, statistiques et documentaires), à analyser et critiquer ces informations, à les ordonner à une analyse théorique. Ils devraient permettre d'acquérir compétences et audience, d'élaborer des méthodes de travail nouvelles et de définir des programmes de base. Il n'est pas abusif de dire que la plupart des études scientifiques actuelles sur l'Economie du Développement ne dépassent pas ce niveau. Et on ne voit pas pourquoi les chercheurs de l'ORSTOM ne pourraient pas faire tout aussi bien, sinon mieux, compte tenu de leur contact prolongé avec les réalités étudiées. Dans un premier temps, des recherches sur la répartition des revenus, sur la contribution du milieu rural au financement global de l'économie, sur les caractéristiques du système monétaire et financier ou sur les aspects fondamentaux de l'économie internationale affectant le devenir des P.S.D. pourraient relever de ce type de programme.

Elles gagneraient d'ailleurs beaucoup à être menées de manière cohérente sur un ensemble de pays et avec une large rétrospective et à être soutenues en permanence par une réflexion théorique collective et par une analyse de l'information disponible en P.D.

(1) Certains de ces programmes ou certaines parties d'entre eux pourraient être aisément confiés à de jeunes chercheurs locaux, à des étudiants, des élèves, des allocataires de recherche etc.....

b) Ensuite, les programmes de base, visant à un approfondissement original d'un sujet (ou d'un sous-thème). Mais on se heurte alors à une difficulté majeure : très souvent les matériaux de base nécessaires à ce type de programme exigent soit une collecte longue et coûteuse, soit une insertion dans des structures extérieures à l'ORSTOM. Et, comme il a été dit au paragraphe précédent, de telles démarches ne seront acceptées que si les chercheurs rendent service aux détenteurs de l'information élémentaire ou à ceux qui exercent le contrôle du terrain de recherche en apportant qualification technique et indépendance du jugement.

c) Enfin il y a les travaux consacrés au renouvellement ou à l'approfondissement d'un cadre théorique et à la réflexion épistémologique.

Cette distinction très schématique pourrait faciliter les choix de programmes qu'il faudra nécessairement opérer à propos du thème sur l'Accumulation.

3-2 - L'organisation de la recherche

Deux points méritent d'être examinés :

- Un certain "style de recherche" est à la fois nécessaire et insuffisant
- La recherche doit être collective et s'inscrire dans une perspective à moyen terme.

a) Un certain "style de recherche" est à la fois nécessaire et insuffisant

Pour des raisons qui tiennent à la nature même du thème sur l'Accumulation du Capital et quelles que soient les orientations de recherche qui seront finalement choisies, il semble que certains programmes de base (1) ne pourront être aisément réalisés sans qu'un certain style de recherche, peu pratiqué jusqu'à présent à l'ORSTOM ou du moins sans cohérence, soit accepté pendant un temps par quelques chercheurs de la Section.

Ce style de recherche a déjà été présenté dans une note récente intitulée "Les styles de recherche économique à l'ORSTOM" (avril 1973). Il s'agit du style B dont les caractéristiques sont les suivantes :

"Recherche à caractère macro-économique, conduite soit sur demande d'un utilisateur, soit à la faveur d'une insertion prolongée dans un organisme extérieur... L'amélioration de techniques et la solution de problèmes concrets constituent des objectifs importants, mais l'ambition ultime reste néanmoins théorique....

(1) Par exemple si on reprend la présentation précédente, les programmes de base relatifs aux sous-thèmes n°s 2, 3, et 5.

Ce style de recherche suppose une spécialisation technique. Les thèmes choisis doivent faire l'objet d'une programmation collective, donc contraignante, s'étendant sur plusieurs années; les diverses insertions sont coordonnées sur la base de cette programmation et le travail isolé est en principe exclu. Des contractuels temporaires peuvent constituer une importante partie du personnel.

Rejoignant des sollicitations extérieures, cette recherche est finançable en partie par les demandeurs..... L'existence d'un appareil statistique solide est indispensable. Une partie de la recherche peut s'effectuer hors des P.S.D".

Encore une fois ce style de recherche, qui peut comporter des variantes et qui n'affecteraient qu'un temps et qu'une partie des recherches, paraît indispensable à l'étude de l'Accumulation du Capital en P.S.D. Il conviendrait donc que les chercheurs de la Section intéressés par ce thème indiquent si ce style de recherche leur est acceptable et à quelles conditions (1).

Ces conditions devront en effet être soigneusement précisées. Ainsi par exemple ce style de recherche n'évitera les tentations technocratiques et ne révélera tout son contenu scientifique que s'il est articulé étroitement à des recherches conduites selon les autres styles (A et D principalement), que si également toute période d'engagement est suivie d'une période de dégageant permettant de récupérer au niveau théorique le travail accompli sur le terrain extérieur. D'ailleurs l'indépendance du chercheur ne pourrait être garantie par sa seule compétence technique ou scientifique : aussi importante sera la vocation et la réputation de l'Unité de recherche fondamentale dont il fait partie (2).

En fin de compte ce style de recherche n'a de sens que s'il est inclus dans une recherche collective, à moyen terme, conduite selon diverses approches.

b) Recherche collective, programmée à moyen terme

La recherche sur le thème de l'Accumulation doit être collective et s'inscrire dans des perspectives à moyen terme pour les raisons suivantes (qui ont déjà été développées) :

- Ce thème est très large mais relève d'une problématique unitaire et globale

(1) Conditions qu'il faudra alors, mais alors seulement, essayer de réunir

(2) Le caractère fondamental d'une recherche en Economie du Développement peut se définir d'une part par ses objectifs théoriques et d'autre part en ce qu'elle est ordonnée à la solution de problèmes concrets perçus comme importants, généraux et à long terme, mais encore trop mal connus pour être formulés clairement dans une perspective d'application.

- Il réclame certaines spécialisations qui ne peuvent être acquises par un seul individu.
- Il appelle des analyses comparatives au niveau international (à l'intérieur éventuellement d'un ensemble géographique donné) et donc des localisations diversifiées.
- Il doit articuler différents types de programmes (exploratoires, de base, théoriques) et différents niveaux (local, national, international), sans parler des articulations avec les autres thèmes de la Section Economie-Démographie et avec les autres disciplines.
- Il appelle en particulier le style de recherche B décrit ci-dessus dont il convient néanmoins de réduire les risques (éparpillement, moindre liberté, tendance à privilégier l'aspect technique ou technocratique du travail par rapport à son aspect scientifique, aléas de la programmation).

Les chercheurs attelés à ce thème devraient donc constituer l'équivalent d'un laboratoire en sciences physiques. La cohérence de cette unité de recherche serait fondée :

- sur une problématique qu'il faudrait périodiquement et collectivement approfondir et ajuster en fonction des résultats déjà acquis,
- sur les liens personnels des chercheurs, entretenus par des ~~liens~~ et réunions périodiques,
- sur l'existence d'une base scientifique centrale indispensable pour la coordination et la programmation des travaux, pour le soutien théorique, bibliographique, documentaire et technique (moyens de calcul) des chercheurs, pour leur accueil de longue durée après les travaux de "terrain", pour les colloques élargis et les séminaires internes, pour la rédaction des ouvrages collectifs etc...

4 - Le choix nécessaire à la programmation

La mise en oeuvre concrète du thème exige des choix. Ceux-ci sont à opérer à deux niveaux qui s'étayeront mutuellement.

À un premier niveau il s'agit de choix généraux et collectifs. Il faut choisir pour le thème les orientations principales des recherches, c'est-à-dire les sous-thèmes, les ensembles cohérents de questions ou les domaines à privilégier.

- A ce niveau le choix des priorités peut se faire par exemple en fonction:
- de la portée théorique des orientations possibles,
 - de leur aptitude à résoudre des problèmes de développement à long terme,
 - de la richesse de leur contenu pluridisciplinaire,
 - des qualifications techniques qu'elles requièrent,
 - des perspectives d'application directe et rapide,
 - du profil actuel de la Section et de l'expérience qu'elle a acquise etc...

C'est en quelque sorte ce qui a été tenté dans cette 2ème partie sur la base du cadre théorique esquissé dans la première et ce sur quoi il conviendrait que les chercheurs intéressés par le thème se prononcent de telle sorte que soit resserré l'éventail des choix généraux ou du moins que soient dégagés des priorités.

On peut d'ailleurs se demander s'il vaut mieux, pour la Section, établir d'abord des priorités en faveur de tels ou tels thèmes quitte à en faire la base d'une analyse globale et succincte de l'accumulation du capital dans les pays concernés ou approfondir l'ensemble du thème sur un ou deux pays tout en exploitant tel ou tel thème dans plusieurs autres pays, à titre de comparaison.

A un second niveau il faudra choisir des programmes et l'on voit bien que les critères de choix précédents ne suffisent plus. Il faudra très probablement recourir à des critères concrets et personnalisés.

Définir des types de programme, cela signifie en effet choisir :

- 1 - un sujet, un sous-thème ou une spécialisation,
- 2 - un style de recherche,
- 3 - un type d'implantation (géographique et/ou institutionnelle).

(D'autres critères de choix sont envisageables : encadrement scientifique disponible, moyens de travail prévisibles, accessibilité à l'information, opportunités immédiates etc... mais ils paraissent moins importants).

Il conviendrait donc que, par delà les débats théoriques qu'appelle la présentation d'ensemble du thème, par delà également les choix généraux relatifs aux principales orientations de recherche, chaque chercheur intéressé par le thème indique ses préférences au moins sur les 3 points qui viennent d'être énumérés (sujet ou sous thème, style de recherche, type d'implantation).

Aucune programmation collective n'est possible avant cela.

G. WINTER

Mai 1973

ORSTOM
—

L'accumulation du capital en pays sous-développé

3ème partie : Remarques sur les sous-thèmes envisageables à l'ORSTOM

Cette partie consiste à formuler un certain nombre de remarques complémentaires destinées à détailler ou à illustrer les propositions d'orientation avancées dans la 2ème partie. Elle s'appuie sur l'acquis de la Section des Economistes de l'ORSTOM et sur les propositions qu'ils ont récemment formulées. Elle vise à suggérer des points d'applications pratiques et à déclencher des propositions concrètes de projets de recherche immédiats.

L'ACCUMULATION DU CAPITAL EN PAYS SOUS-
DEVELOPPE

Sous-thème A : Critique théorique et renouvellement des concepts

Il n'est pas question de reprendre et de développer ici l'exposé des problèmes de théorie économique soulevés par le thème de l'Accumulation du capital en pays sous-développés et évoqués très rapidement dans la première partie de cette note (paragraphe 3.2, p. 18 et suivantes) : définition des concepts, les mesures, les rapports entre les concepts-clés, la question du pouvoir et du savoir etc... L'auteur de ces lignes n'a pas la prétention de pouvoir poser ces problèmes de manière claire et cohérente, à leur racine en quelque sorte, même si un certain nombre d'observations générales ont pu être dégagées de l'analyse de certains ouvrages théoriques (1).

Il faut néanmoins se demander si ce sous-thème, quelles que soient les lignes directrices que la Section voudrait privilégier, ne réclame pas des moments et des méthodes spécifiques, en plus du travail théorique inhérent à chaque programme.

Avant même de prétendre faire progresser, par fécondation réciproque, une réflexion collective sur les cadres théoriques existant, sur leur amélioration et sur leur renouvellement, et les recherches de base ordonnées à l'amélioration de la connaissance, à la compréhension des faits, à la vérification d'hypothèses, à la résolution de problèmes précis (quelles que soient les démarches scientifiques et les attitudes de pensée adoptées) ne convient-il pas, très modestement, de prendre sérieusement connaissance de ces cadres théoriques, de s'initier aux débats en cours, de s'informer sur les travaux récents ? Est-il excessif de considérer que, sauf exception, les chercheurs de la Section, accaparés par les travaux de terrain, n'ont pas eu le temps de renouveler l'acquit, au demeurant assez général, des études universitaires ? Ce "recyclage" d'ailleurs pourrait se révéler

(1) Joan ROBINSON dans le dernier chapitre de son "Essai sur l'Economie de Marx" mis à jour et traduit en français chez DUNOD en 1965, recensait déjà "les problèmes actuels de la théorie économique" qui tous se rattachaient plus ou moins directement à la formation du capital. Et depuis lors bien des contributions théoriques, en particulier celles relatives à l'Economie du Développement, ont contribué à renouveler ces

extrêmement productif dans la mesure où le travail de terrain a permis à chacun de poser les vraies questions et de reconnaître les insuffisances de certaines réponses. Il est significatif que plusieurs chercheurs de la Section expriment depuis un certain temps ce besoin de faire le point.

Il convient sans doute que ce travail de mise au point se fasse de manière organisée et collective.

Ce travail pourrait au minimum prendre les formes suivantes :

- constitution et tenue à jour d'une bibliographie sur les aspects théoriques du thème (avec naturellement analyse sommaire et contenu).
- analyse approfondie des ouvrages-clés par les chercheurs engagés sur le thème, avec compte-rendus critiques.
- constitution de groupes de travail (à formes, localisations et périodicités variables mais ouverts sur les autres disciplines et l'extérieur) pour approfondir telle ou telle question.
- stages, cycles d'enseignement et de recherche, études conjointes avec les organismes ou personnalités faisant autorité.
- séminaires, colloques, tables rondes etc...
- reformulation périodique (tous les 2 ans) de la présentation théorique du thème etc...

On peut imaginer bien des méthodes de travail, l'essentiel est :

- que les chercheurs considèrent cet approfondissement théorique comme un travail collectif qui les engage, qui fait partie de leur travail habituel et qui doit se traduire par des documents.

- qu'il y ait un responsable de l'organisation et de l'animation de ce sous-thème collectif.

- que la réflexion et les recherches se concentrent assez rapidement sur un petit nombre de questions théoriques essentielles soulevées par le thème de l'Accumulation du Capital (il ne s'agit pas de cloisonner ce thème, qui forme un tout du point de vue théorique, mais de privilégier des angles d'attaque).

Sous-thème B : Dossiers sur les grandes tendances de l'économie politique internationale.

Des recherches localisées ou spécialisées sur l'Accumulation du Capital en P.S.D. doivent, semble-t-il, être accompagnées au niveau central de travaux de documentation et d'études de portée générale.

Ces recherches en effet demandent à être replacées dans le contexte de l'économie mondiale actuelle et appellent des éléments de comparaison ou des compléments difficiles à réunir si l'on procède en ordre dispersé dans le cadre de programmes particuliers.

Ces travaux d'accompagnement peuvent être spécifiés selon leur objet (sur quoi portent-ils ?) et selon leur nature (depuis la simple documentation jusqu'à des recherches fondamentales).

1 - Objet :

Il paraît commode de distinguer l'évolution du contexte international dans lequel sont placés les P.S.D. et l'évolution générale de ces pays.

1-1 Le nouveau contexte international

La formation du capital en P.S.D. ne peut se comprendre sans référence à l'intégration de ces pays dans le système capitaliste mondial et à la dynamique de ce système. Or celui-ci tend à prendre actuellement de nouvelles formes dont l'analyse réclame une "vision internationale", et dont les Economistes de l'ORSTOM doivent au moins évaluer les conséquences sur les PSD (ou sur ceux d'entre eux appartenant à telle ou telle aire géographique).

On peut citer, à titre d'exemple, quelques unes des principales évolutions en cours qui affectent le devenir des PSD:

- rôle croissant des firmes multinationales ;
- esquisse d'une nouvelle division internationale du travail dans le cadre de la révolution scientifique et technique contemporaine, les PD se spécialisant dans les activités fondées sur le travail hautement qualifié et les PSD dans les productions industrielles classiques, y compris les productions "lourdes" (1).

(1) La "composition organique du capital" prend alors un sens nouveau. Le véritable capital devient celui des connaissances et du savoir-faire.

- transformations du système des paiements internationaux et influence croissante des marges de profit sur les taux d'intérêt et donc aussi sur les mouvements de capitaux à court terme ;
- évolution des politiques, des formes et des institutions de l'aide ;
- intensification de la compétition commerciale des P.D. entre eux (avec pour corollaire le renforcement des zones commerciales préférentielles) compte-tenu du grand virage de la politique américaine qui se tourne maintenant vers les problèmes de développement des grands pays socialistes (URSS et Chine)(1).

Il est clair d'ailleurs que ces diverses tendances sont en étroites relations les uns avec les autres.

Naturellement il faudra choisir ces dossiers ou sujet d'études internationales et circonscrire leur contenu en fonction des programmes menés par la Section sur le thème de l'Accumulation et surtout en fonction de leur localisation.

Ainsi, si une forte priorité continue d'être accordée à l'Afrique Noire, des dossiers pourraient, dans les perspectives précédentes, être constitués sur

- l'évolution de la Zone Franc et les effets généraux des changements de parités internes depuis quatre ans entre les principales monnaies;
- les transformations des activités des grandes compagnies commerciales européennes (SCOA, CFAO, KING, SMO etc...);
- les investissements privés européens (origine, localisation, branche, rentabilité, stratégie) dans les pays associés au Marché Commun et leur influence tant sur la formation du capital que sur l'orientation du commerce extérieur de ces pays associés ;
- les conséquences de l'élargissement du Marché Commun sur les relations entre pays africains francophones et anglophones ;
- comparaison de l'évolution des interventions du FAC, du FED, de la BIRD

(1) - cf Conférence de M. P.M. HENRY, président du Centre de Développement de l'OCDE, à l'A.F.E.C.T.I. le 22 Mars 1973, qui voit dans ce virage une "mutation historique de première grandeur" qui affectera profondément "les rapports des Centres de puissance industrielle et démographique avec les zones périphériques tropicales et équatoriales".

1-2 L'évolution des économies sous-développées

Outre cette évaluation globale des tendances de l'économie internationale et en plus des services ordinairement rendus par un Centre de Documentation(1), on peut penser qu'il serait utile de réunir, de critiquer, de mettre en forme et à jour un certain nombre d'informations relatives à l'évolution, sur une longue période, de P.S.D. appartenant à une ou deux grandes Régions naturelles, informations qui seraient sélectionnées et analysées à des fins de comparaison internationale et en fonction de la problématique théorique du thème sur l'Accumulation du Capital.

Ces informations pourraient concerner aussi bien des données économiques et financières (finances publiques, avoirs extérieurs, balance des paiements, investissements, commerce extérieur, prix, monnaie, productions etc...) que la politique des Etats, les transformations politiques, institutionnelles et sociales les plus importantes, ou la répartition par pays d'origine et par secteur du stock des investissements étrangers.

Ce qui distinguerait ces dossiers d'information ou ces bilans synthétiques des documents établis par des organismes spécialisés (Nations Unies, OCDE, Coopération française, BIRD etc...), c'est qu'ils seraient ordonnés à l'approfondissement du thème de l'Accumulation du Capital, étroitement articulés aux travaux de terrain, relatifs à une longue période et constamment mis à jour et affinés. Ils pourraient donner lieu à des publications d'un genre nouveau, ni études de conjoncture, ni ouvrages scientifiques mais informations scientifiques.

Cette préoccupation s'est manifestée dans la Section dès le Colloque de 1971 (Commission Accumulation du Capital) et dans plusieurs des notes établies par les chercheurs depuis ce Colloque.

Si cette proposition était retenue, il y aurait lieu de définir collectivement le canevas sommaire de ces dossiers et de ces analyses. On pourrait privilégier soit un certain type de données (par exemple les Finances Publiques, ou les structures du secteur public, ou les investissements directs étrangers etc..) analysés, alors avec une certaine finesse, soit un canevas global et systématique mais relativement sommaire.

(1) Si un Service de Documentation ne peut être constitué à l'ORSTOM, il faudra institutionnaliser des relations avec un Centre de Documentation extérieur.

Dans un premier temps, il pourrait être procédé à une analyse systématique et critique des Comptes Nationaux d'une Région (par exemple l'Afrique Noire francophone) du point de vue de la formation du capital et sur une période aussi longue que possible.

2 - Nature :

La nature de ces travaux d'accompagnement dépendra des orientations de recherche retenues par la Section, des moyens disponibles, des opportunités internes et externes. Il pourra s'agir :

- de documentation : dépouillement, accumulation systématique et diffusion d'un certain type d'information : travail de documentaliste ou de collaborateur technique.
- d'inventaires de travaux effectués à l'extérieur : analyse de la littérature théorique et de la documentation disponible sur un certain sujet. Ce travail de bibliographie peut être fait de manière plus ou moins approfondie et plus ou moins collective par des élèves, des collaborateurs techniques, des allocataires de recherche, des stagiaires ou des chercheurs;
- de réflexions collectives par des groupes de travail à temps partiel ou à l'occasion de séminaires ou colloques permettant de valoriser périodiquement des expériences et des informations acquises à l'occasion d'autres travaux;
- de programmes de recherches visant à une collecte de matériaux nouveaux selon des modalités diverses et parfois indirectes (insertion dans un organisme extérieur) et à une interprétation théorique originale.

*

** **

Le problème principal que posent les activités relatives à ce sous-thème est un problème pratique : comment les articuler avec les autres programmes de telle sorte qu'il y ait fécondation réciproque des uns par les autres ?

Sous-thème n°1 : La distribution économique et sociale du revenu et son influence sur l'accumulation productive.

1 - Questions : -Comment caractériser et évaluer la répartition, économique et sociale du revenu intérieur ?

-Comment évolue cette répartition et sous l'action de quels facteurs ?

-Comment est déterminée en particulier la répartition entre salaires, profits et revenus des paysans ?

-Comment s'établit la répartition entre revenu national et revenu des agents extérieurs ?

-Quelle relation y-a-t-il entre la répartition économique et sociale du revenu, les investissements et la croissance ?

2 - Introduction

Qu'il s'agisse de politique ou de théorie économiques, la répartition du revenu intérieur entre les agents ou groupes d'agents, nationaux et étrangers, est d'une importance extrême. Que l'on parle de fiscalité, d'incitation à investir, d'épargne, de prix, de conséquences de l'inflation, de plus value, de formations sociales ou de classes, d'accumulation, de domination ou d'exploitation, de valeur économique ou de justice sociale etc... on en revient toujours à la division sociale du revenu. Or cette répartition du revenu est d'une part très mal connue et d'autre part analysée suivant des concepts ou cadres comptables variables et souvent peu adéquats (qu'il s'agisse de la nature de ces revenus ou de leurs bénéficiaires). A fortiori ignore-t-on les rapports qui peuvent exister entre cette répartition du revenu, la formation du capital et les clivages socio-politiques.

Ces lacunes sont de plus en plus ressenties par tous ceux qui se préoccupent de développement. Cf. Joan ROBINSON "En bref nous n'avons sous la main aucune théorie valable en matière de distribution (des revenus). Nous n'avons rien à dire sur le sujet qui, plus qu'un autre, passionne les gens que la science économique est supposée éclairer (Revue Preuve 4° T, 1972).

3 - Faits ou tendances observables en PSD à propos de la répartition du revenu

- Information très pauvre, cadres statistiques et comptables inadéquats
- Forte inégalité des productivité par secteur
- Concentration croissante des revenus directs mais redistribution sociale parfois importante.
- Exportation d'une partie des profits vers l'étranger qui contrôle une part notable du capital productif
- Urbanisation accélérée et chômage ou sous-emploi urbain important
- Faiblesse du milieu d'affaires national ou dépendance de ce milieu par rapport à l'Etat ou au capital étranger
- Influence croissante de l'Etat, de la bureaucratie, des facteurs politiques
- Importance de l'agriculture dans le financement de la croissance sur ressources nationales.

Selon HIRSCHMAN, l'une des caractéristiques du développement des économies dualistes (dans lesquelles persiste un excédent de main d'oeuvre) est la concentration du revenu. L'augmentation de la productivité tend à se faire principalement au bénéfice du facteur capital. Il se forme un marché interne constitué par deux groupes ayant des caractéristiques très différentes :

a) Une masse considérable de population à niveau de vie bas et stagnant (cette partie du marché ne s'élargit que si la population passe du secteur de subsistance au secteur capitaliste, ce qui se produit en fonction du taux d'investissement et du coefficient du capital par personne occupée dans ce dernier secteur)

b) Une petite minorité à revenu fort élevé, dont la demande est très diversifiée et calquée sur celle des groupes à revenus élevés des P.D.

4 - Remarques sur le contenu du sous-thème

a) Hypothèse de base - La détermination de la liaison entre distribution des revenus et accroissement de la production passe par l'identification des groupes d'agents occupant une position significative dans le processus d'accumulation du capital.

b) La répartition des revenus est davantage le résultat de rapports socio-politiques que de la rémunération de la productivité marginale des facteurs de production.

" Les déterminations sociologiques du partage du produit national entre catégories sociales et individus s'imposent chaque jour davantage à la réflexion comme ils se manifestent toujours plus clairement à l'expérience" (1).

c) Le problème fondamental consiste à croiser, et cela de manière opérationnelle (c'est-à-dire comptabilisable), la répartition par catégorie économique de revenus avec la répartition par catégorie sociale d'agents.

Il n'est pas abusif d'affirmer que ce "croisement" constitue, sans vain jeu de mots, le réel et très concret point de rencontre de l'Economie avec la Sociologie et l'Anthropologie politique.

4-1 Catégories d'agents ou Groupes sociaux

a) Du point de vue de la répartition des revenus les groupes sociaux sont identifiables par leur communauté d'intérêts et en ce qu'ils peuvent constituer des groupes de pression. Comme l'écrit ROCHETTEAU: il faut mettre en lumière les conflits d'intérêts et les solidarités stratégiques.

b) ROCHETTEAU estime que le problème est d'identifier des paramètres significatifs des possibilités ou capacités de s'inscrire dans les rapports marchands et d'assumer les comportements économiques modernes (individualisme, rationalité économique).

Il ne faut donc pas procéder à une détermination à priori des catégories d'agents en fonction du niveau de revenu ou de la catégorie socio-professionnelle par exemple. Cette détermination doit intervenir si possible sur la base d'une analyse historique de la mise en contact du système capitaliste et des systèmes sociaux préexistants et en tout cas après la prise en considération de paramètres tels que :

- la nationalité
- la place dans le système de production
- le niveau social, repéré par exemple par la formation reçue et l'emploi occupé
- le mode de vie (en particulier situation par rapport à l'attraction urbaine)

(1) J. ULLIAC "Le profit" DUNOD, 1969; (cf. PALMADE "L'Economie et les Sciences Humaines" - DUNOD 1967 - pour l'exploration de ce domaine).

- le rôle social (position hiérarchique dans les structures de type "moderne", économiques, sociales et politiques, ou dans les structures de type traditionnel)
- la diversité et l'origine des revenus (revenus directs et revenus de transferts) (1)
- les rapports entretenus avec le pouvoir politique (2)
- l'importance du capital productif contrôlé etc...

Cette question de la détermination des catégories en PSD, bien que divers théoriciens l'aient abordé dans la perspective marxiste depuis un certain temps (cf. les développements récents consacrés au concept de formations sociales) n'a guère fait encore l'objet de travaux concrets et précis au niveau national. Il faut dire que la tâche est singulièrement compliquée par le fait qu'une "formation sociale" se définit autant par ses rapports avec les autres formations à un moment donné que par ses caractéristiques propres (3).

(1) En milieu rural la dispersion des revenus peut trouver son origine dans les revenus non agricoles (salaires obtenus par migrations temporaires, commerce, artisanat, transferts) et n'avoir donc que peu de rapports avec le système de production villageois. Il est possible que ces revenus non agricoles donnent progressivement naissance à une nouvelle stratification sociale dans la communauté villageoise.

(2) Ces rapports au politique peuvent revêtir une grande importance dans le processus de différenciation sociale au cours de la phase de construction nationale (chefferies, élites politico-administratives, bureaucratie, élite technocratique, bourgeoisie d'affaires) et BLANCHET pose la question : dans quelle mesure une analyse en termes d'élites et de masses peut-elle se substituer ou se coupler avec une analyse en termes de classe dans le contexte africain et ce afin d'expliquer les changements économiques et sociaux qui s'y manifestent ; cf. aussi F. PERROUX "Masse et Classe" Casterman 1972.

(3) - cf. ROY "Le moment vécu par la société nalgache était celui d'une différenciation réelle dans la population autochtone, mais faible, celui de l'amorce d'une décomposition de la société paysanne, mais encore très embryonnaire Comment concevoir l'insertion d'une population dans l'économie monétaire sans qu'existe au pôle opposé de la paysannerie une population non paysanne, de marchands

c) Il faut distinguer la division sociale du revenu et la redistribution sociale du revenu (transferts villes-campagnes, chômeurs-travailleurs etc...).

4-2 Catégories de revenus

Se posent à leur sujet un problème de définition et un problème de mesure, ou d'évaluations (car qu'importe la plus value si jamais on n'a pu le mesurer ?).

Il y a certes nécessité d'y voir un peu plus clair sur les concepts théoriques utilisés (cf. sous-thème B : renouvellement des concepts, en particulier les concepts de profit et de plus-value) mais il faut aussi rechercher une nomenclature adaptée et opérationnelle. En effet en P.S.D. le revenu d'une famille de paysans indépendants ne peut guère s'analyser en termes de salaires, profit et rente, les "transferts" sont souvent des "prêts" plus ou moins remboursés selon des modalités indirectes, les unités budgétaires ("ménages", "exploitations agricoles") sont incertaines, l'origine et la destination des revenus ne sont pas toujours indépendantes etc....

On peut même se demander si, dans un premier temps, il ne conviendrait pas d'évaluer les revenus par catégorie d'agents, toutes catégories de revenus confondus.

De toute manière certaines distinctions paraissent importantes :

- . revenus des nationaux, revenus des étrangers
- . revenu rural, revenu urbain
- . revenu nominal, revenu réel
- . revenus contre-parties de biens ou de services et revenus "spéculatifs" tirés d'une plus value sur cession d'actifs (fonciers, immobiliers, titres), car en P.S.D. cette dernière source de revenus est peut-être très importante du fait de l'extension rapide et récente de l'économie monétaire.

L'étude de trois catégories de revenus devrait être privilégiée aussi rapidement que possible : les profits (ou les revenus des entreprises du secteur "moderne"), les salaires, les revenus du milieu rural. La première catégorie pose

(3) suite.....

d'artisans, de petits industriels. Or je constatais que ces catégories étaient embryonnaires, phénomène qui trouvait son explication dans le fait que la place qui aurait dû revenir dans la division sociale du travail à une bourgeoisie d'affaires malgache était occupé par la bourgeoisie économique étrangère, dont la logique d'utilisation de l'argent accumulé était à l'opposé de celle que l'on aurait pu attendre d'une bourgeoisie locale. Il y avait donc une relation étroite entre le sous-développement malgache et la présence de la bourgeoisie étrangère qui avait bloqué toute possibilité d'un développement un peu important de la division sociale du travail par une décomposition de la paysannerie".

des problèmes de techniques comptables assez complexes et peut-être insolubles dans le cas des entreprises filiales de sociétés étrangères (1), la troisième catégorie exige des moyens d'enquêtes très importants.

Peut-on au moins analyser le rapport entre taux de profit et taux de salaires dans certains cas ? Retrouve-t-on en P.S.D. cette "énigme" de la constance des parts relatives entre salaires et profits que J. ROBINSON évoque dans le cas des P.D. ("Essai sur l'Economie de Mars" 1942, Edition française de 1965) ?

L'affirmation, essentielle pour certains, de la péréquation du taux de profit à l'échelon mondial, peut-elle donner lieu à des vérifications statistiques ?

Pour chaque catégorie de revenus mis en évidence il faudra s'attacher à en déterminer l'évolution et les facteurs : prix, taux de l'intérêt, niveau de l'emploi, urbanisation, structures foncières, productivité des branches etc...

4-3 Facteurs et effets de la distribution des revenus

a) Selon Samir AMIN, la structure de la distribution sociale du revenu en P.S.D. résulte au premier chef du mode de pénétration du système capitaliste dans les économies "périphériques" (et en particulier des inégalités sectorielles de productivité qui en sont la conséquence), et de phénomènes seconds, notamment :

- le niveau de l'emploi, respectivement dans les zones rurales et les zones urbaines
- les structures de la distribution de la propriété du capital et de l'entreprise, qui déterminent pour l'essentiel la distribution des revenus d'entreprise dans les zones urbaines.
- les structures de la distribution de la propriété foncière et de l'exploitation qui déterminent pour l'essentiel la distribution des revenus salariaux dans les zones rurales
- la distribution de l'offre de travail selon les niveaux de qualification et l'organisation syndicale et politique des différents groupes,

(1) SCHWARTZ-MICHOTTE "Comptes financiers des Sociétés industrielles" Août 1966
ORSTOM, Côte d'Ivoire.

SCHWARTZ "Les opérations financières des Entreprises en Côte d'Ivoire sur la période 1963-1965", Décembre 1966, ORSTOM, Côte d'Ivoire.

SCHWARTZ "Essai d'évaluation des capitaux étrangers et de leur rémunération dans les sociétés industrielles et commerciales en Côte d'Ivoire" Mars 1967, ORSTOM, Côte d'Ivoire.

qui déterminent largement la structure de la distribution des salaires (1).

Voilà un certain nombre d'hypothèses de travail qu'il serait utile de soumettre à l'épreuve des "faits statistiques".

b) Evolution différentielle des revenus par catégories d'agent et incidence sur la croissance

Naturellement c'est sur la réponse à ces deux questions que doivent converger tous les travaux réalisés dans le cadre de ce sous-thème.

- . au bénéfice de qui ou de quel facteur se fait la croissance ?
- . Quel rapport y a-t-il entre distribution du revenu, accumulation du capital et croissance ?

e) Une remarque pour terminer : selon FURTADO "L'ambiguïté du concept du revenu" (on ne peut attribuer à une échelle de "valeur" déterminée une signification unique pour toutes les sociétés) n'est pas un obstacle à l'étude du développement dans le cadre d'une collectivité déterminée dont on connaît les éléments institutionnels qui conditionnent l'organisation de la production et la répartition du revenu".

5 - Méthodes

Le sous-thème sur la distribution des revenus est vaste, coûteux, politiquement délicat et il pose des problèmes théoriques et techniques complexes. Peut-être convient-il d'en faire d'abord un sous-thème exploratoire et un sous-produit des autres sous-thèmes ? On peut peut-être en effet, en procédant à des regroupements des données existantes et en effectuant des comparaisons sur longue période ou entre pays, obtenir des résultats appréciables et en tout cas arriver à une meilleure formulation du problème.

Deux types d'approche peuvent être envisagées :

a) Une analyse globale visant à définir sommairement les catégories de revenus et d'agents, à en évaluer grossièrement l'importance, et à rattacher ces évaluations aux informations disponibles concernant les investissements et la croissance, tout en essayant de mettre au point des méthodes d'investigation plus fines. Tôt ou tard l'analyse de la répartition des revenus devra être conduite

(1) S. AMIN: "L'accumulation à l'échelle mondiale", p.304.

selon des méthodes extensives relevant des Services Statistiques et l'ORSTOM pourrait jouer auprès de ceux-ci un rôle de conseiller (cf. actions des démographes de l'ORSTOM).

b) Des analyses spécifiques sur une catégorie d'agents ou sur une catégorie de revenus.

1) Questions

- Quelle est l'influence du système fiscal sur la répartition des revenus; sur les incitations à investir et sur le financement des investissements publics et privés ?

En particulier comment peut-on apprécier les conséquences des régimes fiscaux prioritaires accordés à des entreprises étrangères ?

- La faiblesse du revenu moyen et les exonérations fiscales du capital étranger ne contraignent-elles pas, en PSD, l'Etat à tirer la plus grande partie de ses ressources de droits de douane et d'impôts sur la consommation ? Les limites d'un tel système fiscal, les pressions qui s'exercent sur la croissance des dépenses budgétaires liées à la couverture de besoins sociaux essentiels, les charges récurrentes des investissements publics, le financement d'un certain nombre de ces investissements (soit sur ressources nationales, soit en financement conjoint) et la charge de la dette publique ne conduisent-ils pas à un déséquilibre "structurel" des finances publiques ? Comment apprécier exactement ce déséquilibre et ses conséquences ? Comment est-il financé ?

- Quelle est l'efficacité économique du secteur public et du secteur para-public des PSD ? Ceux-ci s'acheminent-ils vers un capitalisme d'Etat susceptible de concilier l'efficacité économique, l'intégration au marché international et la réduction de leur dépendance par rapport à l'extérieur ?

- Quelle est l'importance, quels sont les conditions et les effets de l'aide extérieure publique ?

- Quel est le rôle de la planification dans des PSD caractérisés par de fortes contraintes extérieures, une faible articulation des circuits économiques intérieurs, et une grande instabilité de la conjoncture ? Peut-elle orienter le choix des investissements ? Favorise-t-elle leur financement sous la double contrainte de l'équilibre des finances publiques et de l'équilibre de la balance des paiements ?

- Quelle relation y a-t-il entre pouvoir politique et pouvoir économique en PSD ?

2) Introduction

Le rôle de l'Etat sur la formation du capital peut être analysé de deux manières selon que l'on privilégie l'objet ou les techniques (ou moyens) d'intervention.

Ainsi l'Etat peut intervenir avec pour objectifs :

- d'infléchir la distribution et la redistribution du revenu intérieur,
- d'accumuler lui-même du capital (investissements publics),
- de favoriser ou de contrôler les investissements étrangers,
- d'aider à la promotion d'entreprises ou de milieux d'affaires nationaux.

Par ailleurs il agit par la loi, la réglementation, la fiscalité, les marchés publics, les subventions, le régime douanier, le crédit, les interventions directes dans les services publics et les entreprises d'Etat ou mixtes. Ses instruments ou techniques d'intervention sont donc :

- les finances publiques,
- le secteur public,
- la politique financière et monétaire,
- les interventions indirectes : planification, éducation, politique industrielle, politique foncière etc.

Et comme l'écrit ROCHETEAU : "Si l'on veut comprendre le rôle de l'Etat dans le domaine économique il faudra bien commencer par étudier les techniques d'intervention dont il dispose ou qu'il est susceptible de s'approprier (fiscalité, politique monétaire etc.) mais il faudra nécessairement conclure l'analyse par une interprétation de ces interventions en termes de projets et sur le fond d'une incertitude fondamentale quant à leurs effets sur le devenir des relations qu'il entretient avec ses partenaires obligés : le Capital et la Nation".

Cela pose la question de la nature de l'Etat, de ses origines et de ses institutions, des forces qui le soutiennent et des moyens par lesquels il exerce son action. Cela montre aussi qu'au-delà de

ses fonctions traditionnelles l'Etat a pour fonctions principales de recevoir, organiser, transmettre les actions et réactions des acteurs sociaux : il exerce une fonction de médiation.

3) Remarques sur le contenu du sous-thème

a) Les finances publiques

Ce champ d'étude est assez bien défini, du point de vue théorique comme du point de vue pratique, et il n'est pas nécessaire d'en analyser ici le contenu, au demeurant très étendu. Il convient seulement de souligner ce qui pourrait distinguer des recherches sur ce domaine des études habituelles, et les difficultés pratiques qu'il faudra résoudre.

- Ce qui pourrait distinguer des recherches sur les finances publiques des études qui y sont habituellement consacrées :

. la finalité de ces recherches : relier les finances publiques à la formation du capital national,

. une analyse sur une longue période, si possible avec comparaisons internationales, mettant en évidence des phénomènes "structurels",

. la prise en compte des institutions et structures administratives, indispensables à l'intelligence des décisions et des réalisations en matière budgétaire,

. une perspective macro-économique et pas seulement budgétaire ou financière (à propos de la politique fiscale M. BYE écrivait : "elle ne saurait être neutre, son objet est d'intégrer à l'économie nationale la capacité d'épargne de chaque secteur").

Si par exemple, on étudie le rôle des régimes fiscaux prioritaires en Afrique, pour les industries, il importe d'analyser par delà les critères d'appréciation classiques ("pertes" fiscales, salaires versés, valeur ajoutée créée, effets sur la balance des paiements) :

. Quels objectifs poursuivent les entreprises étrangères en s'implantant dans les pays sous-développés, et les pays sous-développés en offrant des régimes prioritaires à ces entreprises ?

. Comment s'établit l'arbitrage entre la nécessité d'accorder des avantages substantiels aux entreprises et les intérêts du pays d'accueil ? Les pays sous-développés ont-ils la possibilité d'apprécier les avantages recueillis par l'entreprise compte tenu des relations de l'entreprise avec l'extérieur ?

. Quel type de structure industrielle favorisent ou pourraient favoriser les régimes prioritaires ? Quelle influence ont-ils sur la production industrielle nationale et plus généralement sur la mobilisation des ressources nationales (ressources financières, qualifications) ? Quels sont leurs effets sur la répartition des revenus (ressources de l'Etat, système des prix, système des salaires) ?

. Quel est le rôle des régimes prioritaires sur le volume, la maîtrise et la répartition du capital national ? En particulier, quel est le rapport entre la formation du capital national et la formation du capital intérieur ?

- Sur un thème touchant d'aussi près à la souveraineté nationale un regard étranger n'est guère envisageable. Si les économistes de l'ORSTOM veulent aborder un tel sujet deux solutions, non exclusives l'une de l'autre, sont envisageables.

. une analyse systématique, sur longue période et si possible sur un ensemble de pays, de la documentation officiellement diffusée ; cette documentation est sans doute beaucoup plus importante qu'on ne le croit généralement mais elle se trouve dispersée dans de multiples documents et rapports officiels et publics ou dans diverses revues spécialisées (1).

. une insertion dans les organismes détenteurs de l'information de base (ministères des finances, du plan etc.) comme expert qualifié et pour résoudre un problème technique précis : mise au point d'un plan comptable de l'Etat, traitement par ordinateur de la comptabilité publique, rationalisation des choix budgétaires, calcul de la dette publique, évaluation, ex-ante et ex-post, des effets des agréments au Code des Investissements, projections économiques et financières pour l'élaboration d'un plan (2) etc.

On peut dans ce cas envisager que les autorités concernées autorisent la "récupération" de l'expérience ainsi acquise au niveau

(1) Cf. "Le financement extérieur des investissements publics à Madagascar de 1963 à 1971" de J.P. FOURNIER - ORSTOM - Madagascar.

(2) Cf. insertion de G. WINTER au ministère du Plan du Cameroun.

d'une publication scientifique ultérieure sous certaines des conditions suivantes : que cette publication se réfère à une période qui ne soit plus d'actualité, qu'elle vise à une comparaison internationale de portée générale, qu'elle aborde un problème important selon des perspectives nouvelles, qu'elle innove du point de vue technique, qu'elle soit faite en collaboration avec une personnalité nationale etc.

- Beaucoup d'études sur les budgets de l'Etat s'appuient sur les Lois de Finances qui sont des documents officiels et publics, d'ailleurs assez détaillés, mais qui ne sont que des prévisions ou des ouvertures de crédit. L'exécution du budget peut différer assez sensiblement des lois de Finances et en particulier on constate fréquemment que les crédits d'équipements, sur ressources propres ou sur aide extérieure, sont consommés beaucoup plus lentement que prévu. Une analyse approfondie de ce phénomène serait utile à de multiples points de vue. Elle permettrait de saisir concrètement ce que certains appellent "les limites d'absorption du capital" et de montrer que la faiblesse des ressources financières est loin d'être la seule contrainte pesant sur la formation du capital en P.S.D.

Un problème du même ordre est celui des difficultés que rencontrent les P.S.D. pour présenter des projets à des sources extérieures de financement.

- Il est clair que des études sur les finances publiques conduiraient rapidement à analyser le rôle du système monétaire et financier dans son ensemble (sous-thème n° 5) puisque la politique budgétaire de l'Etat ne peut guère dissociée de sa politique financière et monétaire, surtout si la "Caisse publique" est constituée en institution financière spécifique (le Trésor).

b) Le secteur public

En économie sous-développée caractérisée par la dépendance vis-à-vis de l'extérieur et par la difficulté d'une accumulation productive individuelle à une échelle suffisamment large, il est inévitable que l'Etat, et plus généralement la "puissance publique", prenne en mains une partie de l'appareil productif.

De fait une des tendances les plus significatives des P.S.D. est actuellement de s'orienter vers un capitalisme d'Etat.

On doit alors s'interroger, que ce soit pour des raisons évidentes d'efficacité de gestion ou pour déterminer le rôle de l'Etat dans la formation du capital national, sur les causes, les formes, les conséquences, la signification politique de cette extension croissante du secteur public et para-public.

Du point de vue pratique, une évaluation technique, économique, financière, des résultats du secteur public, ou de telle ou telle partie de ce secteur (secteur public agricole, secteur public commercial etc.) pourrait répondre à un certain nombre de préoccupations de diverses autorités nationales (Statistiques, Plan, Finances, Banque de Développement, Agriculture etc.). D'un point de vue plus théorique la confrontation de plusieurs études de ce type, dans divers pays et diverses branches, pourrait alimenter une réflexion, pluridisciplinaire et de portée générale, sur :

- les rapports entre pouvoir politique et pouvoir économique,
- l'apparition en P.S.D. d'une nouvelle classe ou élite techno-économique apte à gérer les secteurs-clés de l'économie nationale,
- l'évolution des formes de la dépendance par rapport à l'extérieur (les nationalisations en P.S.D. ont-elles réduit cette dépendance sous certains de ses aspects : technologique, commercial, financier, socio-politique...?).

Pour ce domaine de recherche, comme pour beaucoup d'autres, des programmes plus ou moins exploratoires pourraient être exécutés grâce à l'acquis actuel de la Section et au prix d'un effort collectif sans doute modéré (par exemple sur Sénégal, Côte d'Ivoire, Cameroun, Madagascar).

- La nature de l'Etat, les grandes décisions

Analyser le rôle de l'Etat dans la formation du capital conduit à s'interroger sur la nature de cet Etat, sur les forces politiques et sociales qui le soutiennent, sur son contenu institutionnel, sur les procédures de décision et sur son expression administrative. L'économie politique rejoint là l'anthropologie politique, la sociologie, la théorie des organisations et de la décision.

En ce qui concerne les rapports entre pouvoir économique et pouvoir politique, BLANCHET met en évidence un certain nombre de questions-clés :

- . En P.S.D. l'analyse doit-elle être conduite en termes d'élites et de masse ou en termes de classe ?
- . Dans quelle mesure les changements économiques et sociaux qu'introduit ou tolère la classe politique permettent-ils une évolution progressive et réduisent-ils la dépendance ?
- . Dans quelle mesure cette classe politique reste-t-elle ouverte et progressive, tant dans son recrutement que dans ses capacités ? Est-elle liée à un certain contexte de dépendance extérieure ? Quels sont les intérêts qu'elle défend ou contrecarre ? Peut-elle assurer le passage de l'indépendance juridique puis politique à l'indépendance économique ? Si oui en s'appuyant sur qui ou sur quoi ?

Et ROCHEFTEAU note qu'en fait la spécificité fondamentale d'une économie dominée c'est la disjonction entre pouvoir économique et pouvoir politique. Cette disjonction appelle en particulier une étude des rapports historiques et actuels entre l'Etat et le Capital étranger, rapports qui s'expriment "par tout un système de négociations, de pressions et de contrepressions", en fait par de nouvelles relations de pouvoir qui se développent très précisément dans le domaine où le comportement des acteurs ne peut être prévu avec facilité.

Il semblerait intéressant de toute manière de procéder, sur quelques pays, à une analyse rétrospective des grandes décisions économiques prises par l'Etat et ayant eu un impact important sur l'évolution ultérieure de l'économie (identification de ces décisions, origine, motivations, procédure, expression institutionnelle ou juridique, application, résultats). Cela permettrait d'apprécier concrètement la "marge de manoeuvre" de l'Etat. Il n'est pas évident que sur 10 ou 15 ans, de telles décisions-clés soient très nombreuses. Si elles l'étaient, on pourrait privilégier tel ou tel domaine d'application : agriculture, investissements étrangers, promotion d'entreprises nationales, finances publiques etc. L'étude des effets de ces décisions exigerait une vision à la fois globale et concrète de l'économie considérée et de son dynamisme.

Bien sûr il serait souhaitable d'analyser aussi pourquoi certaines décisions économiques majeures n'ont pas été prises mais l'interprétation des "décisions négatives" peut se révéler fort délicate.

Enfin cette préoccupation d'identifier les décisions-clés pourrait constituer le fil directeur de toute étude sur les systèmes de planification en P.S.D.

Une telle "clé d'étude" associant les aspects politiques, économiques et techniques de la planification devrait conduire à une nouvelle conception, plus efficace et moins technocratique, des systèmes de planification actuellement en vigueur (du moins en Afrique francophone). La nécessité d'un tel renouvellement est assez généralement perçue, mais peu d'efforts sont encore faits dans ce sens, sinon des efforts techniques et méthodologiques, ce qui est sans doute prendre la question par le mauvais bout.

Sous-thème n°3 : La contribution du milieu rural au financement de
l'économie

Ce sous-thème, vu la carence des informations et des analyses relatives à son objet, ne pourrait être considéré actuellement que comme un prolongement du thème sur la "Dynamique des Milieux Ruraux". Il aurait pour objet de préparer l'utilisation des résultats des recherches relatives à ce dernier thème pour des analyses macroéconomiques et financières.

1 - Introduction :

De même que la création et l'utilisation d'un surproduit social peut constituer la clé de l'analyse des transformations des sociétés paysannes, de même, en raisonnant en termes macroéconomiques, la contribution de l'agriculture au financement de l'économie est un des aspects stratégiques du développement (quel que soit le contenu théorique ou pratique que l'on donne à ce concept de développement).

Cette contribution est nécessairement décisive dans des pays dont plus des deux tiers de la population active sont des agriculteurs. Elle s'opère de deux manières :

- par la mobilisation de l'épargne des paysans,
- par des prélèvements, directs ou indirects, visibles ou non, sur les revenus tirés des activités agricoles. Cette modification de la répartition du produit agricole s'opère par divers mécanismes (fiscalité et parafiscalité, prix, monnaie et crédit etc...) mais résulte en dernière analyse des rapports existant entre les différentes formations sociales présentes sur le territoire national. Ces prélèvements au profit d'autres formations sociales ou d'autres secteurs de l'économie sont sans doute très importants mais la part effectivement consacrée à des investissements productifs peut être fort modeste. Il importe autant de savoir par qui et comment sont utilisés ces revenus issus du milieu rural que d'évaluer leur montant global.

Ces deux aspects de la contribution du milieu rural ou de l'agriculture au financement de l'économie sont très mal connus, faute d'informations statistiques adéquates et faute d'être étudiés en référence à une analyse préalable des

forces sociales dominantes ou des systèmes socio-économiques en présence (1). Il est très probable cependant que "l'épargne" rurale, réelle ou potentielle, en PSD, a été longtemps sous-estimée.

Des recherches sur ces questions ouvriraient la voie à la compréhension des transformations économiques et sociales des pays en voie de développement à base rurale et à la définition d'une politique efficace de financement sur ressources nationales. La "demande" pour de telles recherches est forte, bien qu'elle s'exprime encore de manière vague et confuse (on ne peut poser correctement un problème quand l'ignorance de ses données est quasi générale), et l'ORSTOM peut apparaître comme particulièrement qualifié pour les entreprendre.

Elles constituent à juste titre un des objectifs majeurs du thème sur la Dynamique des Milieux Ruraux, mais la problématique de ce dernier thème et les méthodes et langages qui en seront les instruments ne permettront sans doute pas d'intégrer directement et facilement les résultats des recherches d'économie rurale dans l'analyse globale, économique et financière, proposée ci-dessus : problème difficile qui n'est même pas résolu de façon satisfaisante pour ce qui concerne l'analyse strictement économique (articulation entre micro et macro-économie).

Enfin, à supposer que cette difficulté puisse être réduite, des recherches portant sur les mécanismes par lesquels s'opère une redistribution du produit agricole et sur les conséquences socio-économiques de cette redistribution ne pourront être fécondes que si des progrès ont pu être faits dans la connaissance de la répartition économique et sociale du revenu intérieur (sous-thème n°1) et, plus généralement, dans la compréhension du comportement des "instances dominantes": Etat, système bancaire, extérieur (sous-thèmes 3,4 et 5).

2 - Questions et sujets de recherche

- Quel est le montant des transferts financiers nets de l'agriculture au reste de l'économie par le biais des finances publiques, des termes de l'échange, de la monnaie et du crédit ? Par qui et comment sont utilisés ces prélèvements sur le milieu rural ? Quelles sont les conséquences de ces prélèvements sur la formation du capital national ?

(1) Le livre de D. Cisse "Problèmes de la formation de l'épargne interne en Afrique Occidentale" (Présence Africaine 1969) est une excellente illustration de ces insuffisances.

- Quelle est l'influence des cours mondiaux des produits agricoles exportés sur les revenus de l'agriculture, sur la distribution sociale du revenu national, sur la formation du capital et la croissance globale ?

- Comment articuler des études anthropologiques et des enquêtes statistiques en milieu rural pour obtenir une définition plus adéquate, une évaluation plus précise et une meilleure compréhension des quantités globales relatives aux revenus, aux transferts, à l'épargne et à la formation du capital en milieu rural ? (1).

- L'épargne en milieu rural : nature, évaluation, incitations, mécanismes de mobilisation, utilisation ? Les diverses formes d'accumulation du capital en milieu rural ? (1)

- Quelles sont les causes, les formes et les conséquences de l'endettement des paysans ? Quelles sont les possibilités du Crédit Agricole en PSD ? (1).

3 - Remarques sur le contenu et sur les possibilités de ces orientations de recherche

- Les prélèvements sur les revenus de l'agriculture

. Il ne s'agit pas ici des transferts ^{spontanés, mais} de prélèvements directs ou indirects. En ce qui concerne les prélèvements par les finances publiques il s'agit naturellement de mettre en balance la fiscalité et la parafiscalité payée par les paysans avec les dépenses budgétaires d'équipement et de fonctionnement au profit du milieu rural. Sont également à considérer de ce point de vue la fixation des prix aux producteurs des produits de base, l'affectation des recettes des Caisses de Stabilisation, les investissements financés par l'aide extérieure. Moins visibles, mais peut être plus importants sont les prélèvements dus à l'évolution des termes de l'échange : prix des produits agricoles contre prix des produits manufacturés et des services urbains. Cette évaluation des termes de l'échange villes-campagnes débouche naturellement sur l'étude des circuits de distribution et des marges commerciales.

Enfin il se pourrait que les opérations de crédit et la dépréciation de la monnaie entraînée par l'inflation soient à l'origine de prélèvements "invisibles" non négligeables.

(1) Un tel sujet de recherche dépend davantage, pour la problématique et les méthodes d'investigation, du thème sur la Dynamique du milieu rural que du thème sur l'Accumulation.

. Il sera naturellement très difficile de cerner cette notion de "prélèvement" et de procéder à des évaluations chiffrées. Dans un premier temps il faudra sans doute se contenter de chercher à formuler correctement ce problème et procéder à des études exploratoires sur chacune des questions évoquées ci-dessus, sur un ou deux pays et à partir de toute la documentation existante sur une longue période, pour aboutir à des ordres de grandeur plausibles.

. Il est essentiel de repérer au profit de qui se font ces prélèvements et quels en sont les principales utilisations. Comme l'a montré G. ROY, la pénétration de l'économie marchande désorganise la société rurale, mais la ponction opérée sur ses revenus ne conduit pas, pour autant à une accumulation productive en milieu urbain puis, par effet en retour, en milieu rural, si une véritable bourgeoisie nationale fait défaut.

- Influence des cours mondiaux des produits agricoles exportés sur les revenus de l'agriculture, sur la distribution du revenu intérieur, sur les investissements et sur la croissance globale.

. Ce sujet complète le précédent et rejoint le programme proposé dans le cadre du thème sur la Dynamique des milieux ruraux relatif à la formation des prix depuis le produit agricole exporté par les PSD jusqu'au produit fini.

. Il s'agit encore d'un programme exploratoire. Pratiquement il pourrait être abordé en étudiant l'importance des estimations relatives aux cours mondiaux dans l'élaboration des plans et l'influence de ces cours sur l'exécution de ces plans. Une telle étude portant sur un ou sur plusieurs pays et sur une longue période (rétrospective et prospective) paraît possible et susceptible d'intéresser des planificateurs. Elle permettrait de cadrer des recherches ultérieures tout en montrant les limites de l'approche économique.

- Articulation des études anthropologiques et des enquêtes statistiques

. Comment faire en sorte que tout l'acquis des recherches visant à une réelle compréhension des sociétés ou des groupes sociaux permette de fonder une nouvelle pratique statistique, une nouvelle comptabilité économique, sociale et financière, étant entendu que les méthodes actuellement utilisées par les statisticiens et comptables nationaux sont impuissantes à donner une image adéquate de la réalité étudiée et à fortiori à éclairer /^{l'action} étant entendu également que les recherches anthropologiques ont une finesse et une cohérence telles qu'elles ne se prêtent pas

facilement à l'extrapolation puisqu'elles ne sont réellement représentatives que de sociétés étudiées dans leur originalité profonde ? Ce décalage est particulièrement net pour ce qui concerne le milieu rural.

. Ce problème de portée très générale pourrait faire l'objet d'un ou deux programmes-pilotes, portant sur les "classiques" suivants : unités "budgétaires", transferts, épargne, formation brute de capital fixe... et menés conjointement par des Services Statistiques et des chercheurs de l'ORSTOM. Cf. projet de collaboration, dans cette perspective, de l'ORSTOM à la future enquête nationale sur les revenus au Sénégal, cf. aussi les préoccupations d'ANCEY.

- L'épargne en milieu rural. Les diverses formes d'accumulation

. Depuis une quinzaine d'années, un certain nombre de recherches en sociologie et en anthropologie économiques ont montré que ces concepts d'épargne et d'accumulation ont une signification et un rôle très différents selon que l'on se réfère à la cohérence des sociétés villageoises ou à la dynamique de l'économie marchande capitaliste. Il est peut-être possible d'envisager une analyse systématique et collective, selon la problématique du thème sur l'Accumulation du Capital en PSD, de tous les résultats acquis par de telles recherches sur un pays particulièrement intéressant de ce point de vue. (par exemple Madagascar, comme le propose précisément l'équipe des économistes de l'ORSTOM à Madagascar) ?

. Il est clair qu'une telle analyse pourrait déboucher sur un programme du type précédent c'est-à-dire sur une nouvelle manière de concevoir les enquêtes statistiques en milieu rural.

. Une autre manière d'aborder ce problème de la formation de l'épargne et du capital en milieu rural serait d'analyser, parmi les "projets de développement agricoles" lancés au cours des dix dernières années par la puissance publique et avec les ~~normes~~ et les financements d'agences d'aide, ceux qui ont effectivement favorisé la distribution des revenus, la formation ^{de} l'épargne et les investissements induits dans l'agriculture.

Cette analyse méthodologique et économique devrait intéresser les Etats et les agences d'aide, plus conscients maintenant de l'importance croissante des problèmes relatifs à la distribution des revenus.

- Endettement des paysans - Les possibilités de crédit agricole

Des chercheurs ont eu l'occasion d'étudier, parfois incidemment, les formes "traditionnelles" de l'endettement des paysans. Des organismes financiers ont de leur côté étudié les problèmes posés par l'institution du crédit agricole dans de nombreux pays (1). Une confrontation de ces deux séries d'approche pourrait se révéler très fructueuse du point de vue pratique comme du point de vue théorique.

La Caisse Centrale de Coopération Economique dispose de nombreuses études sur ce sujet.

LA FORMATION DU CAPITAL NATIONAL DANS LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT :

Sous-thème n° 4 : Les investissements du secteur privé moderne.

- Comportement financier des entreprises étrangères
- Promotion d'un milieu d'affaires national

1) Questions

- Qu'est-ce qui détermine les investissements privés étrangers en pays sous-développés ? Comment ont évolué ces investissements : volume, origine et nature, branches, localisations, débouchés, structures de financement, rentabilité ?
- Quels sont leurs effets à court terme sur la croissance nationale : valeur ajoutée restant dans le pays, finances publiques, balance des paiements, emploi ? Quels sont leurs effets à long terme, en particulier sur le type ou la filière d'industrialisation amorcée (définie par la technologie utilisée ou le rapport capital/travail, par le marché, la densité des relations interentreprises, la destination des revenus) ?
- Le capital étranger est-il indissociable de certaines capacités et de certaines qualifications encore rares en pays sous-développés (détection des projets, "engineering" et "management", conquêtes des marchés extérieurs, techniques financières) ?
- La promotion de milieux d'affaires nationaux peut-elle constituer un aspect stratégiquement déterminant de la croissance ? Comment, historiquement, ont émergé des minorités nationales économiquement dynamiques ? Quelles filières économiques, financières, voire sociales et politiques ont-elles suivies ?
- A quelles difficultés se heurtent les entrepreneurs nationaux : problèmes techniques, problèmes d'information et de gestion, accès aux marchés extérieurs et au crédit, concurrence étrangère etc... ?

2) Faits et tendances observables en pays sous-développés à propos des investissements du secteur privé moderne (dans les économies de type libéral ou semi-libéral).

- Les informations sur le stock des investissements privés directs en pays sous-développés sont rares, sommaires et incertaines. Les informations disponibles, à l'extérieur des entreprises intéressées, sur la rentabilité de ces investissements sont encore plus rares et très généralement sujettes à caution (ce qui rend bien fragiles certaines politiques économiques comme certaines analyses théoriques).

- Les entreprises étrangères jouent un rôle déterminant dans la croissance du secteur industriel des pays sous-développés. Les investissements qu'elles y réalisent constituent une part très importante des investissements productifs de ces pays mais sont concentrés dans certains secteurs. Les faits ne confirment pas l'hypothèse d'école qui voudrait que les capitaux excédentaires des pays développés soient attirés par des rendements plus élevés dans les pays sous-développés.

- Rares sont les pays où les entrepreneurs privés nationaux occupent une place stratégique, du point de vue de la formation du capital productif, entre le secteur public et le secteur privé aux mains des étrangers. Les efforts actuellement déployés dans certains pays pour favoriser la promotion d'entrepreneurs nationaux sont sans effet notable à moyen terme sur les structures de l'économie car ils intéressent en fait le petit artisanat industriel.

- Le flux entrant des capitaux privés augmente moins vite que le flux sortant des revenus du capital accumulé, ce qui entraîne ou annonce un déséquilibre "structurel" de la balance des paiements des pays sous-développés (puisque simultanément la charge de la dette extérieure publique croît plus vite que le montant des nouveaux prêts).

- L'actuel processus d'industrialisation de nombreux pays sous-développés fondé sur la substitution aux importations et/ou sur des exportations en pays développés révèle assez rapidement ses limites. L'élargissement du marché intérieur apparaît de plus en plus comme la condition essentielle d'une croissance soutenue et endogène du secteur industriel et par conséquent de la formation du capital industriel.

- La compétition de plus en plus vive des pays développés dans les secteurs à technologie avancée et l'importance croissante des firmes multinationales laissent présager une nouvelle division internationale du travail; celle-ci pourrait conduire à terme à un accroissement substantiel des investissements en pays sous-développés pour les productions industrielles classiques.

3) Introduction

Le problème fondamental des pays sous-développés est celui de leur industrialisation même si la clef du succès réside en grande partie dans la réussite simultanée du développement agricole, nécessaire à l'élargissement du marché intérieur.

De fait une analyse structurale comparative des économies contemporaines indique qu'il existe une importante corrélation positive entre le développement et l'industrialisation (1). De plus celle-ci se manifeste principalement par une forte augmentation de la participation des biens de capital dans la production totale. C'est dans l'industrie et pour l'industrie que s'effectue la plus grande part de la formation de capital productif et une part importante du capital non directement productif. C'est de la répartition du revenu entre profits et salaires et de l'utilisation des profits du secteur industriel que dépend en dernier ressort l'amorce d'un processus de croissance cumulatif (ou "endogène", "autocentré", etc...). Enfin c'est par l'industrie et plus précisément par l'évolution de la répartition de la production industrielle entre biens de capital, biens intermédiaires, biens de consommation que s'opère la liaison décisive entre progrès technique et développement.

Le thème de l'Accumulation du Capital en pays sous-développés ne peut donc faire l'économie de recherches sur l'industrialisation de ces pays. Et il est clair que même si on adopte un point de vue particulier, à savoir ici le financement des investissements industriels et l'utilisation du surplus dégagé dans la perspective de la compétition entre détenteurs des capitaux étrangers et entrepreneurs nationaux, on sera bien obligé de tenir compte de tous les aspects de la vie des entreprises (production, emploi, fiscalité, marchés, relations avec les autres branches de l'économie, financement, environnement etc...).

(1) Cf. les travaux de H. E. CHENERY "Patterns of Industrial Growth" : The American Economic Review. Septembre 1960.

En effet, et ceci est tout à fait spécifique de l'agent entreprise du secteur moderne : production et formation du capital y sont intimement liées par la logique du profit (celle-ci répondant d'ailleurs à des motivations complexes qu'il faudrait analyser). En ce qui concerne l'expérience de l'ORSTEM en ce domaine, on peut penser que les premiers résultats obtenus par CHEVASSU et VALETTE sur "le système de production industrielle de la Côte d'Ivoire" (février 1973) devraient normalement déboucher sur un "essai d'évaluation des capitaux étrangers et de leur rémunération dans les sociétés industrielles en Côte d'Ivoire" et sur l'analyse de leurs opérations financières, comme l'avait tenté SCHWARTZ en Côte d'Ivoire en 1966 (mais sans se baser sur l'étude préalable de la structure et de la dynamique de ce secteur industriel). De même les recherches conduites par BERNARD de 1966 à 1970 sur l'émergence du secteur secondaire à Madagascar semblent, de manière très significative, s'être prolongées par l'étude des problèmes de la formation du capital national.

Enfin l'étude poursuivie actuellement au Sénégal par ROCH et ROCHETEAU sur l'Africanisation du capital et la promotion des entrepreneurs nationaux, en analysant les déterminants économiques intervenant au niveau des entreprises et en précisant la place occupée par les Sénégalais dans l'économie nationale, aboutit en fait à une appréciation d'ensemble de l'évolution des secteurs secondaire et tertiaire au Sénégal.

Il doit donc être entendu qu'en privilégiant dans les remarques qui vont suivre deux aspects seulement des investissements du secteur privé moderne (le comportement financier des entreprises étrangères, la promotion d'un milieu d'affaires national) on ne fait qu'aborder par deux biais particuliers et complémentaires le problème beaucoup plus général des conditions de l'industrialisation en pays sous-développés.

4) Remarques

- L'objectif du sous-thème est de rendre compte de la formation et de l'utilisation du surplus dégagé par le secteur industriel moderne privé, étranger et national, dans la perspective d'un accroissement de la maîtrise nationale du processus d'industrialisation. Pour le secteur étranger l'accent est mis sur le comportement financier des entreprises. Pour le secteur national l'accent est mis sur la dimension politique à court terme et peut être économique à plus long terme de la promotion d'entrepreneurs nationaux.

- Par entreprise moderne on entend toute entreprise qui tient une comptabilité.

- La distinction entre entreprises étrangères et entreprises nationales ne va pas toujours de soi. Les critères habituellement utilisés (origine du capital social, localisation du siège social, répartition des voix au Conseil d'administration ou nationalité du personnel dirigeant etc...) peuvent se révéler trop grossiers et arbitraires pour rendre compte de la diversité des situations juridiques et surtout ils peuvent ne pas cerner de manière significative la notion de "contrôle de l'entreprise". Les questions essentielles sont peut être en effet : "qui oriente l'activité de l'entreprise et en fonction de quels objectifs ?". Ce pourrait d'ailleurs être un sujet d'études fort intéressant du point de vue théorique comme du point de vue pratique que d'essayer d'élaborer, pour tels ou tels pays dont les structures industrielles sont bien connues et relativement diversifiées, et grâce à l'analyse d'un certain nombre de critères de comportement et de caractéristiques économiques et financières, une typologie des entreprises exprimant leur degré d'intégration à l'économie nationale.

- De même les distinctions à opérer en ce qui concerne les activités des entreprises, la nature des investissements, la puissance économique et financière des entreprises, sont à mettre au point. Les distinctions ou nomenclatures habituellement utilisées, ordonnées à la description du processus technique de production et à ses résultats en termes de croissance, ne sont pas forcément les plus adéquates pour rendre compte des forces qui gouvernent la formation du capital.

- On peut estimer que la meilleure manière d'aborder l'ensemble du sous-thème dans un pays est d'évaluer la répartition du capital social de l'ensemble des sociétés installées dans le pays par secteur et par origine (étranger, privé national, public) et l'évolution de cette répartition sur une période aussi longue que possible.

a) Le comportement financier des entreprises du secteur moderne

- Evaluations

Comme cela a été souligné plus haut les informations sur le montant et le financement des investissements privés en pays sous-développés sont rares et incertaines. Les recherches doivent en priorité viser à combler les lacunes concernant :

- . le montant, la nature, le financement, les points d'application (branche et lieu) des investissements privés.
- . le montant et l'origine des capitaux étrangers et leur rémunération
- . les opérations et relations financières des entreprises étrangères et leurs incidences sur la balance des paiements des pays d'accueil.

- Analyses

Simultanément il faut identifier les caractéristiques des entreprises qui paraissent être en relation avec un certain type de comportement financier : taille, secteurs d'activité, marchés, forme juridique, nationalité, statut fiscal, technologie utilisée, caractère plus ou moins capitalistique du processus de production etc...

On peut alors seulement analyser un certain nombre de relations ou répondre à un certain nombre de questions, théoriques ou pratiques.

. Pour quelles raisons le capital étranger se dirige-t-il vers tel ou tel pays (ou telle ou telle zone) ? Pourquoi dans certains secteurs et pas dans d'autres ? Quelles sont les raisons décisives de la création de nouvelles unités ou de l'extension des anciennes ?

. Y a-t-il péréquation du taux de profit entre pays, entre secteurs, au sein d'un même secteur ?

. Quelles sont les conditions d'efficacité de l'emploi du capital étranger ? (qualité et coût de la main d'oeuvre, régime fiscal, facilité d'approvisionnement, marché local, conditions institutionnelles et politiques) ou plus prosaïquement : qui en retire un bénéfice, pourquoi et comment ?

. Y a-t-il un rapport entre capital propre et endettement des entreprises ? Les opérations de financement, les décisions de transférer ou d'investir dépendent-elles du système bancaire et monétaire ? Sont-elles liées aux taux de l'intérêt, aux taux de change ?

. Y a-t-il une relation entre le flux d'investissement et le stock de capital ?

- Difficultés

. Il y a d'abord les difficultés inhérentes à la matière étudiée : problèmes de concepts, de définitions, de cadres comptables, d'évaluations (valeurs comptables et valeurs réelles, montants bruts et montants nets, dépréciation monétaire etc...) et d'interprétation d'un certain nombre de chiffres⁽¹⁾.

. Il y a surtout le problème de l'accès à l'information "vraie" : dans quelle mesure les documents comptables, fiscaux ou statistiques disponibles reflètent-ils la réalité, dans quelle mesure sont-ils "ajustés" à l'utilisation qui peut en être faite en dehors de l'entreprise ?

. Il y a enfin le problème des relations entre maisons-mères installées en pays développés et leurs filiales établies en pays sous-développés : ces relations, commerciales et financières, sont l'occasion de services réciproques, généralement à la charge de la filiale, et d'accords de prix qui réduisent la marge bénéficiaire de celle-ci et constituent des transferts invisibles, qui s'ajoutent à des virements internes quasi-systématiques et à une gestion commune des disponibilités à court terme. Etudier le comportement financier d'une filiale sans étudier celui de la maison-mère peut apparaître comme peu significatif.

- Voies et moyens

Ces difficultés sont énormes et pourtant ce domaine d'étude est déterminant pour l'analyse de la formation du capital en pays sous-développés...

Il convient donc de formuler un certain nombre d'observations sur la manière dont ce champ de recherches pourrait être abordé.

. Il nécessite d'abord une sérieuse connaissance et une certaine pratique des méthodes de l'analyse financière et de la comptabilité d'entreprise. Selon les cas il faudra sans doute aussi être initié à telle ou telle technique : fiscalité, comptabilité nationale, opérations bancaires, techniques de production.

(1) Cf. "Problems of measuring private capital flows to Less-Developed Countries" O.E.C.D. 1968 et "Stock of private direct investments by D.A.C. Countries in developing countries, end 1967" O.E.C.D. 1972.

. Ensuite l'accès aux documents et leurs contrôles, corrections ou compléments auprès des entreprises ne paraissent possibles que si ces opérations répondent à un objectif précis d'un des partenaires obligés des entreprises : Etat et appareil bancaire par exemple. Une recherche "indépendante" n'a guère de chances d'aboutir. Il faudra envisager au moins des conventions (type ORSTOM - Plan ivoirien) et sans doute aussi des insertions dans les organismes exerçant un contrôle sur le secteur industriel : services des agréments à des régimes fiscaux prioritaires, contributions directes, banque centrale ou organismes de crédit, services de planification industrielle, services statistiques etc...

. Il peut paraître expédient de commencer de telles études en se concentrant sur quelques branches significatives (textile, huileries, pêche, viandes, industries alimentaires). La démarche en serait simplifiée et la demande sans doute accrue et plus fortement motivée. Il faudrait alors dépasser le simple point de vue de la formation du capital et examiner l'ensemble des conditions de fonctionnement de ces branches ; il est clair que la "problématique" à la fois théorique, macro-économique et internationale dans laquelle s'inscriraient de telles études, même si celles-ci nécessitent au préalable une démarche macroéconomique, les distinguerait des analyses sectorielles et techniques effectuées par des Sociétés d'Etudes ou des organismes de promotion industrielle (1).

. Deux innovations techniques en Afrique francophone rendent le problème de l'accès à l'information moins difficile qu'il y a 3 ou 4 ans : le traitement par ordinateur de la comptabilité publique (chaîne impôts), l'adoption du plan-comptable OCAM.

b) La promotion d'un milieu d'affaires national

- Justifications

La variable stratégique de la croissance, l'accumulation du capital, est fonction, quant à son montant et à ses effets, de la nature des agents ou groupes d'agents économiques qui accumulent. Comme l'écrit SAMIR AMIN : "les formes du surplus et de ses emplois dépendent de la nature des formations de la périphérie, des mécanismes de leur intégration au système capitaliste mondial".

(1) Comme cela a été fait à Madagascar et comme c'est en voie de se faire au Sénégal, par les chercheurs de l'ORSTOM.

Il est vrai que mises à part la puissance publique et les entreprises étrangères les formations sociales d'un certain nombre de pays en voie de développement ne paraissent pas jouer un rôle important dans la formation du capital productif : l'enrichissement des bourgeoisies nationales aboutit fréquemment à une utilisation improductive du surplus dégagé ou récupéré (consommation "de luxe" ou ostentatoire, spéculations, patrimoine foncier ou immobilier etc...) et les autres catégories sociales ne sont pas en mesure de dégager une épargne importante. Il est vrai aussi que la filière européenne (lente accumulation de patrimoines individuels à partir de la terre et du commerce) est particulièrement difficile à suivre dans des économies dominées et extraverties.

Il n'en reste pas moins, comme le note ROCHETEAU qu'on "assiste comme conséquence de l'indépendance politique et de la libération du marché intérieur à la montée d'une classe moyenne et d'une élite politique et/ou économique dont le mode d'apparition et la relation au développement économique restent à déterminer, concrètement et sur le plan idéologique", et que "même si la formation d'un capital privé national et l'émergence d'une bourgeoisie locale (classe d'entrepreneurs) ne représentent pas forcément à court terme un aspect stratégiquement déterminant de la croissance économique, elles constituent à long terme l'objectif fondamental de l'Etat que l'on ne peut négliger et dont l'étude pourra constituer, au niveau des responsables nationaux, la justification du thème".

En outre dans certains pays il existe déjà ou il tend à se constituer une puissante bourgeoisie d'affaires autochtone et dans les autres pays l'accumulation improductive évoquée plus haut ne constitue peut-être qu'un moment inéluctable et provisoire de l'émergence d'une bourgeoisie nationale qui tend à se tourner peu à peu, et selon une filière déjà repérable (immobilier, commerce intérieur et transports, puis commerce extérieur et services supérieurs, et enfin industrie), vers un emploi de plus en plus productif du surplus. (1)

Enfin les petites entreprises, familiales ou individuelles, relevant de ce que l'on pourrait appeler l'artisanat industriel, même si elles ne jouent pas un rôle notable en matière d'accumulation productive élargie et même si elles sont dépendantes du secteur étranger, peuvent se révéler d'une importance cruciale en matière d'emploi.

(1) Cf. CAMEROUN, pays de l'Afrique de l'Ouest anglophones.

Les difficultés rencontrées par les milieux d'affaires nationaux pour "remonter la filière" et s'infiltrer dans des secteurs plus stratégiques du point de vue économique (1), ne doivent pas être analysées sous les seuls aspects techniques, économiques ou financiers, elles dépendent pour une grande part de la nature du pouvoir politique et de la stratégie qu'il adopte en matière de développement. Et ceci pose à nouveau le problème des relations entre pouvoir politique et pouvoir économique en termes de compétition sociale et politique.

- Contenu

Sur la base de ce qui a déjà été fait par l'équipe de l'ORSTOM travaillant sur ce sujet au Sénégal, trois axes de recherche peuvent être proposés :

. Dégager les conditions historiques qui ont présidé à l'alimentation ou à l'émergence de certains groupes particulièrement actifs du point de vue économique ceci afin d'identifier les origines et les contours de l'actuelle bourgeoisie, les facteurs de cohésion des groupes de pression existant, leurs atouts, leurs mobiles et leurs limites. A ce niveau historique il est sans doute difficile de dissocier l'analyse politique de l'analyse économique (par exemple la position actuelle des entrepreneurs nationaux s'explique en partie par la place qui leur revenait dans le système colonial).

. Caractériser le secteur privé moderne national c'est à dire mesurer ses grandeurs significatives (capital social, chiffres d'affaire, investissements, valeurs ajoutées, emplois), avec leurs seuils minima et leur évolution, définir ses types de production (secteurs d'activités, marchés), analyser son mode de fonctionnement et son organisation (capital social, financement des investissements, technologie utilisée et coûts de production, recours au crédit, relations avec l'Etat, avec le secteur privé étranger, avec les marchés extérieurs, qualité de la gestion, organisation commerciale, rentabilité, types d'entreprise, groupements professionnels etc...) et ceci dans une perspective dynamique, de façon à identifier les évolutions en cours, les filières suivies, les obstacles rencontrés. Il est clair qu'il est impossible d'étudier la progression d'une bourgeoisie d'affaires nationale sans la situer par rapport au secteur étranger; c'est la raison pour laquelle ce domaine de recherche

(1) cf. S. AMIN : "Le monde des affaires sénégalais" Ed. de Minuit. 1969.

est présenté en même temps que celui relatif au comportement financier des entreprises étrangères bien que ces deux sujets réclament des méthodes d'analyse et une "problématique" assez différentes au départ.

Le qualifier en tant que groupe de pression ou formation sociale:

Il s'agit alors de situer ce milieu d'affaires national dans les rapports de production, d'examiner les relations (de dépendance, de conflits, de solidarité) qu'il entretient avec les autres formations sociales (et en particulier avec l'Etat et avec l'étranger), de déterminer son mode de reproduction (propriété individuelle ou collective du capital, scolarisation, maîtrise de certains moyens de communication, accès à des responsabilités politiques etc...). On a pu dire que la réussite de certains groupes, significative d'une répartition inégale des bénéfices de la croissance, était corrélative de l'échec de la société à résoudre ses "contradictions" (exemple de "contradiction" : la croissance urbaine et la croissance industrielle se font à des rythmes très différents).

Méthodes.

Ce sujet de recherche déborde largement le cadre de l'analyse économique. Il fait appel à l'histoire, à l'anthropologie économique, à la sociologie politique. Il exige à la fois une vision globale de la société et une analyse fine du comportement de certains types d'individus (les entrepreneurs) et des institutions. Une fois rassemblée et analysée la documentation écrite, il convient de procéder à des investigations très personnalisées et fort délicates dont il serait vain, en l'état actuel des choses, de définir les conditions et de prévoir les occasions.

L'ACCUMULATION DU CAPITAL EN PAYS SOUS-DEVELOPPE

Sous-thème n° 5 : Influence du système monétaire et financier sur le
financement de la croissance

1) Questions

- Quels sont les traits spécifiques de l'appareil bancaire et financier des pays sous-développés ?
- Comment fonctionne cet appareil : institutions, circuits, volume et nature des opérations financières, instruments d'intervention, contraintes ?
- Quel rôle joue-t-il dans la mobilisation, la transformation et l'orientation des flux financiers intérieurs et extérieurs, publics et privés ? Avec quels groupes d'agents entretient-il des rapports privilégiés ?
- Quels rapports y a-t-il entre taux de change extérieur, monnaie, commerce extérieur et structure des prix d'une part, accumulation du capital et croissance d'autre part ? Quelle est l'incidence de l'inflation sur le financement des investissements ?
- Dans quelle mesure les caractéristiques d'une Zone Monétaire sont-elles dissociables des structures économiques de cette zone ? Le système bancaire peut-il jouer un rôle actif dans la formation du capital et le développement ou ne sert-il qu'à ajuster la quantité de monnaie en circulation aux besoins de liquidités ? Quelles sont les conditions de l'indépendance monétaire ?

2) Faits et tendances observables en pays sous-développés.

- En pays sous-développés le processus de formation du capital est fortement dépendant du commerce extérieur, qu'il s'agisse de dégager un surplus grâce aux exportations ou de transformer ce surplus en investissement réel par l'importation de biens d'équipements.
- La plupart des pays qui s'industrialisent se heurtent à une difficulté fondamentale : le déséquilibre de leur balance des paiements. L'alourdissement du service de la dette extérieure, le reflux des revenus du capital

étranger, la détérioration des termes de l'échange, l'inélasticité relative de la production et de la demande des produits agricoles tropicaux, la compétition internationale pour la vente des produits manufacturés ne permettent pas à ces pays, sauf afflux massif de capitaux privés étrangers, de disposer des devises nécessaires à l'importation des biens d'équipement, des matières premières et des pièces de rechange sans lesquels ils ne peuvent exploiter leurs ressources propres.

- L'augmentation rapide de la dépense publique et privée, les tensions liées au processus d'industrialisation, l'importation de l'inflation extérieure à travers la monnaie dominante et les fluctuations des prix des exportations s'ajoutent au déséquilibre de la Balance des paiements pour alimenter une inflation difficilement contrôlable.

- La monnaie et l'appareil bancaire des pays sous-développés sont très souvent sous contrôle du système monétaire des pays développés, sinon dirigés par ce dernier (système de l'étalon devise étrangère ou de la monnaie dirigée, banques succursales des banques des centres financiers mondiaux).

- Cependant l'orientation des opérations du système bancaire vers le crédit à court terme, vers la stabilisation monétaire et vers les activités liées à l'exportation, la multiplication de secteurs de financement autonomes et cloisonnés, la ponction croissante opérée par le secteur public, à la gestion financière de plus en plus centralisée, sur les disponibilités intérieures, rendent souvent bienléger l'impact du secteur bancaire sur le financement de la croissance et peu efficaces les efforts déployés pour la mobilisation de l'épargne nationale et la constitution d'un marché financier local.

"Il apparaissait que les opérations de financement, les décisions d'épargner, de transférer ou d'investir ne transitent guère (et partant ne sont guère canalisées ou infléchies) par les vecteurs institutionnels du crédit, qu'il s'agît soit d'opérations publiques sur fonds locaux relevant d'un budget qui se trouve, de droit ou de fait, relativement débrayé de la machinerie bancaire, soit d'opérations publiques sur aide extérieure, concertée de pays à pays, ou qu'il s'agît d'opérations privées étrangères relevant soit de la décision de groupes financiers internationaux soit d'une poussière de décisions individuelles, cernée de nulle part, libre de se faire ou de se défaire hors de toute rationalité mesurable" (1).

(1) A. SCHWARTZ "Etude de Comptabilité Nationale: les Opérations Financières des Entreprises en Côte d'Ivoire sur la période 1963/65 ORSTOM. Côte d'Ivoire 1966. p. 12.

- Il semble qu'il y ait des relations assez étroites entre la situation des finances publiques et celle de la balance des paiements (relations qui se situent au niveau du commerce extérieur, de la dette publique et de l'aide étrangère, du marché monétaire etc...).

- Le "cycle" des pays sous-développés est celui de la capacité d'importer.

- Un des traits caractéristiques des économies sous-développées est "l'absence d'un réseau homogène de flux, de prix et d'anticipations si bien qu'une force de croissance appliquée en un point ne se propage pas ou se propage mal" (F. PERROUX).

3) Introduction

L'analyse de l'influence du système monétaire et financier sur le financement et les modalités de la croissance en pays sous-développés constitue un domaine d'études très complexe et dont les limites sont extraordinairement floues.

L'économie monétaire et financière a été jusqu'à présent relativement délaissée par la Science Economique et tout particulièrement par l'Economie du Développement.

Rares sont les études concrètes, précises, solidement étayées par des données chiffrées incontestables, qui, ou bien dépassant l'aspect institutionnel et le seul souci de la gestion et de la stabilisation monétaires, ou bien abandonnant une optique de "facteurs réels" faisant abstraction des échanges monétaires, ont pu intégrer l'analyse macroéconomique à l'analyse monétaire et financière.

Bien sûr certains instruments font encore souvent défaut qui permettraient de promouvoir cette intégration, aux niveaux de l'étude et de l'action, des problèmes relatifs à la monnaie et à la croissance en pays sous-développés, qu'il s'agisse de définitions et de concepts (inflation, déséquilibre extérieur, déséquilibre des finances publiques), de classifications (d'opérations et d'agents), d'informations (les opérations financières, les prix, les revenus, etc...), de cadres comptables (intégration du TEE et du TOF, correspondance entre Compte de l'Extérieur et Balance des Paiements) ou de modèles généraux incluant les phénomènes monétaires. Mais il ne s'agit pas seulement d'un problème de techniques et de

connaissances, il s'agit aussi des carences de la théorie économique (1).

Le sous-thème abordé ici pose donc, en toute rigueur, des problèmes, à la fois concrets, techniques et théoriques, de grande ampleur.

La Section Economie de l'ORSTOM ne pourra donc l'aborder dans un premier temps du moins, que de manière prudente et pragmatique ("exploratoire" pour reprendre un terme défini dans la 2ème partie de cette note).

Deux aspects peuvent être privilégiés. Le premier aspect est descriptif : il s'agit de repérer les principaux circuits et flux financiers de façon à évaluer l'importance relative, du point de vue du financement de l'économie, des opérations et des groupes d'agents étudiés dans le cadre des autres sous-thèmes. Il s'agit en quelque sorte d'un complément de ces sous-thèmes, d'un instrument d'information, de contrôle et de cohérence. Et cet aspect est prioritaire. Il permettra en outre d'apprécier quelles sont les conditions pratiques, techniques et théoriques de l'analyse financière de l'accumulation du capital en pays sous-développés.

Le second aspect se veut explicatif puisqu'il vise à déterminer quelle est l'influence des institutions monétaires et financières, des forces et des mécanismes qui en règlent le fonctionnement, sur la formation du capital. Il doit au moins mettre en évidence de manière concrète et opérationnelle les rapports existant entre commerce extérieur, taux de change, monnaie et inflation d'une part, accumulation et modalités de la croissance d'autre part. C'est le point de vue qu'adopte par exemple FUNTADÓ, dans une présentation théorique très claire et très synthétique (au chapitre XIV.) "La tendance au déséquilibre extérieur" de son ouvrage sur la "Théorie du Développement économique".

Un autre point de vue consiste à analyser la fonction "active" du système bancaire dans le mécanisme de l'accumulation (ou encore dans le "procès de réalisation de la plus value") en cherchant à identifier les groupes d'agents au bénéfice de qui s'opère, par l'appareil bancaire et le système monétaire, la centralisation des moyens de financement. C'est le point de vue qu'adopte S. AMIN dans "l'Accumulation à l'échelle mondiale" (chapitre III).

(1) Deux économistes aussi différents par leur "problématique" et leurs préoccupations que J. DENIZET (dans "Monnaie et Financement" DUNOD 1967) et S. AMIN ("l'Accumulation à l'échelle mondiale" chapitre 3, ANTHROPOS 71) ont fortement souligné ces carences. Mais ils développent leur analyse selon des voies radicalement différentes, sans doute représentatives de deux des principaux courants de pensée qui divisent actuellement les

4) Remarques

- L'importance politique des questions relatives à ce sous-thème (cf. paragraphes 1 et 2), les difficultés théoriques qu'il soulève (cf. paragraphe 3), les spécialisations qu'il requiert (techniques bancaires, comptabilités privée, nationale, publique, analyse statistique), la discrétion des détenteurs de l'information de base conduisent à n'envisager dans un premier temps que des études exploratoires (visant à exploiter la documentation existante et à mieux définir les problèmes, les méthodes et les hypothèses de travail, ou des collaborations techniques, sur des sujets précis (par exemple élaboration et analyse sous l'angle économique de balances de paiements) avec les organismes détenteurs de l'information élémentaire (quitte à accepter que demeurent confidentiels, au moins pendant un temps, certains résultats de cette collaboration).

- Pour ces mêmes raisons et pour valoriser l'acquis de certains chercheurs de la Section, et compte-tenu des caractéristiques propres de l'ORSTOM, il semble opportun, toujours dans un premier temps, de défricher ce sous-thème sur les problèmes que pose actuellement l'évolution de la Zone Franc.

- Or il semble qu'actuellement ces problèmes ne soient abordés qu'en termes politiques ou en termes institutionnels et monétaires et peu ou pas du tout sous l'angle économique. Un aménagement éventuel du système monétaire des pays africains de la Zone Franc ne s'analyse pas seulement en termes de taux de change, d'avoirs extérieurs, de direction du crédit ou de liberté de transferts, il implique une certaine évolution, qu'il faudrait apprécier, des flux, des structures et des comportements économiques (productions, investissements, distribution des revenus, structure des prix, structure et orientation du commerce extérieur, structure de la consommation, fiscalité, comportement des ménages en matière d'épargne etc...). Sait-on seulement quelles furent les conséquences économiques directes et indirectes de la dévaluation du franc français en août 1969, quelles seraient les conséquences d'une dévaluation du franc CFA par rapport au franc français ?

(1)

(1) L'article de S. AMIN "Pour un aménagement du système monétaire des pays africains de la Zone Franc" (Revue Française d'études politiques africaines n° 41 - Mai 1969), et la réponse de G. LEDUC (même revue, n° 47, novembre 69) sont représentatifs du manque de précision et de rigueur (dans la définition des concepts, l'interprétation des chiffres, la fixation des objectifs et des moyens, l'évaluation des conséquences) qui prévaut habituellement dans l'analyse, sous l'angle économique, de ce problème. Si l'on dépasse le stade des généralités, la conviction l'emporte sur la démonstration.

- Une étude, même sommaire, de l'appareil bancaire et financier (institutions, circuits, flux monétaires et financiers, instruments d'intervention) de certains pays africains anglophones (Nigeria, Ghana) donnerait des éléments de comparaison très intéressants du point de vue scientifique aux études sur la Zone Franc et serait particulièrement opportune dans la conjoncture africaine actuelle.

a) Etudes exploratoires sur la Zone Franc (suggestions sommaires)

Deux ou trois personnes mobilisées à temps plein à Paris pourraient sans doute dans un délai de quelques mois :

. rassembler, analyser, faire le point de la documentation et la littérature existant sur la Zone Franc, affiner et mettre à jour les analyses institutionnelles et purement monétaires.

. mettre en évidence, s'il y a lieu, les lacunes techniques et statistiques, les insuffisances des problématiques (en particulier du point de vue de l'analyse économique), les discontinuités (dans le temps, dans l'espace, dans les préoccupations) de toutes ces publications.

. procéder à une analyse schématique mais comparative des opérations des principales institutions financières des pays de la Zone Franc sur une longue période : étude des bilans différentiels et consolidation progressive des opérations des principales institutions financières de chaque pays puis groupe de pays (banques de dépôts et de développement, Banque Centrale, Trésor Public, autres institutions financières). Ceci aurait au moins l'avantage de donner des ordres de grandeur significatifs du financement de l'économie et en particulier du financement des investissements sur longue période.

. mettre en relation systématique ces données monétaires et financières avec les données économiques globales.

. esquisser un schéma explicatif des évolutions économiques et financières observées c'est-à-dire élucidant ces rapports entre mécanismes macro-économiques et mécanismes financiers.

. analyser à titre de comparaison, la documentation disponible sur l'organisation monétaire des pays africains anglophones voisins des pays africains de la Zone Franc.

b) Etudes plus fines par pays.

Le programme exploratoire qui vient d'être esquissé peut-être accompagné ou suivi d'études analogues mais beaucoup plus fines portant soit sur un pays particulier soit un problème précis.

. cf. les analyses financières déjà citées d'A. SCHWARTZ sur la Côte d'Ivoire.

. cf. la prochaine exploitation des séries économiques, monétaires et financières, relatives au Cameroun et à la période 1962-1972, rassemblées par l'auteur de cette note, dans le cadre de ses fonctions au Ministère du Plan au Cameroun (séries mensuelles ou annuelles sur toutes les données dont il a été fait mention dans les pages précédentes).

. il pourrait aussi être fort instructif de comparer, dans les perspectives qui viennent d'être tracées, deux pays, comme le Cameroun et le Gabon, appartenant à la même entité monétaire et à la même union douanière, mais dont les bases économiques sont très différentes. Il serait utile de s'interroger sur l'énorme écart existant en matière de niveau général des prix entre ces deux pays. Qu'est-ce qui explique cette différence, quelles en sont les conséquences sur la distribution des revenus, la formation du capital, les transferts ?

. plus instructive encore serait sans doute la comparaison, toujours selon les mêmes perspectives, de la Côte d'Ivoire et du Ghana, ou de l'Union monétaire de l'Ouest Africain et du Nigéria.

c) Etudes plus fines par agents

Mais l'influence du système bancaire sur l'accumulation du capital s'apprécie peut-être mieux en étudiant les relations entre ce système et telle ou telle catégorie d'agents qu'en décrivant son fonctionnement général et ses rapports avec l'économie globale. C'est pourquoi on peut envisager des études (nécessitant sans doute une collaboration assez étroite avec le système bancaire ou des administrations publiques), bien délimitées, posées en termes techniques et visant à exploiter une information disponible.

Exemples :

. la distribution du crédit aux entrepreneurs nationaux (cf. l'étude de ROCHETEAU au Sénégal),

. la rentabilité des investissements dans tel ou tel secteur (huileries, confection, industries alimentaires, production de viande),

. la part du financement bancaire dans les investissements,

. les transferts à l'extérieur des entreprises étrangères (ou tout autre poste important de la balance des paiements, qu'il s'agirait d'analyser en détail dans une optique économique).